

# ANALYSE DES COMPTES DE GESTION DES COMMUNES

## ET EPCI

de Guadeloupe, Guyane, Martinique,  
Mayotte et La Réunion



NOVEMBRE 2019

**102<sup>e</sup>**  
Congrès des Maires  
et des Présidents  
d'intercommunalité  
de France  
PARIS - NOVEMBRE 2019 



 **amf**  
ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE   
ET DES PRÉSIDENTS D'INTERCOMMUNALITÉ



# ANALYSE DES COMPTES DE GESTION DES COMMUNES ET EPCI

de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et La Réunion

## OBJECTIF DE L'ANALYSE

Malgré des situations différentes entre les territoires, la situation financière des communes et intercommunalités d'outre-mer renvoie à un contexte économique et social difficile (faible revenu par habitant, taux de pauvreté élevé). De fait, la fiscalité directe locale y est moins importante que dans l'Hexagone. Cette faiblesse reflète pour partie l'absence d'actualisation des bases cadastrales de la part des services de l'État (voir l'absence totale de cadastre).

Ce faible poids de la fiscalité locale n'est que partiellement compensé par la fiscalité indirecte. En dehors de la fiscalité indirecte de droit commun, les DROM bénéficient en effet d'une fiscalité spécifique, avec notamment l'octroi de mer qui est la taxe indirecte la plus importante. Elle est perçue par les communes et les régions d'outre-mer.

Il s'agit de dégager les principales tendances des comptes des années 2016 à 2018 des communes et des EPCI à fiscalité propre des cinq départements d'outre-mer pour réaliser un état des lieux des grands équilibres financiers consolidés des collectivités locales (communes et communautés) des départements de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et la Réunion, chacun identifié séparément.

L'analyse porte sur trois ans seulement mais c'est un début : un suivi régulier annuel des comptes permettra d'obtenir des tendances de long terme.

Ce travail est destiné à un public d'élus pour mettre à leur disposition des indicateurs financiers de cadrage de leur territoire, utiles à leurs prises de décision.

## MÉTHODOLOGIE ET PÉRIMÈTRE DE L'ANALYSE

L'analyse porte sur l'ensemble des comptes de gestion agrégés des communes d'une part, et des EPCI à fiscalité propre d'autre part, et cela pour chaque département. S'agissant d'une analyse portant sur les comptes de gestion, les restes à réaliser sur la gestion de l'année n'ont donc pas été pris en compte.

Seuls les budgets principaux de l'ensemble des communes et des intercommunalités pour chacun des départements d'outre-mer ont été étudiés.

Les conclusions de l'analyse s'appliquent à l'ensemble des budgets de toutes les communes et à l'ensemble des intercommunalités pris dans leur ensemble. Les analyses financières commune par commune ou intercommunalité par intercommunalité n'ont pas été réalisées.

Enfin, l'analyse proposée ne porte pas encore sur les comptes des collectivités de Nouvelle Calédonie, de Polynésie, de Saint Pierre et Miquelon, de Saint-Barthélemy, et de Wallis et Futuna.

# Communes et intercommunalités de Guadeloupe

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Guadeloupe compte 32 communes et 6 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre.**

## Une population en baisse

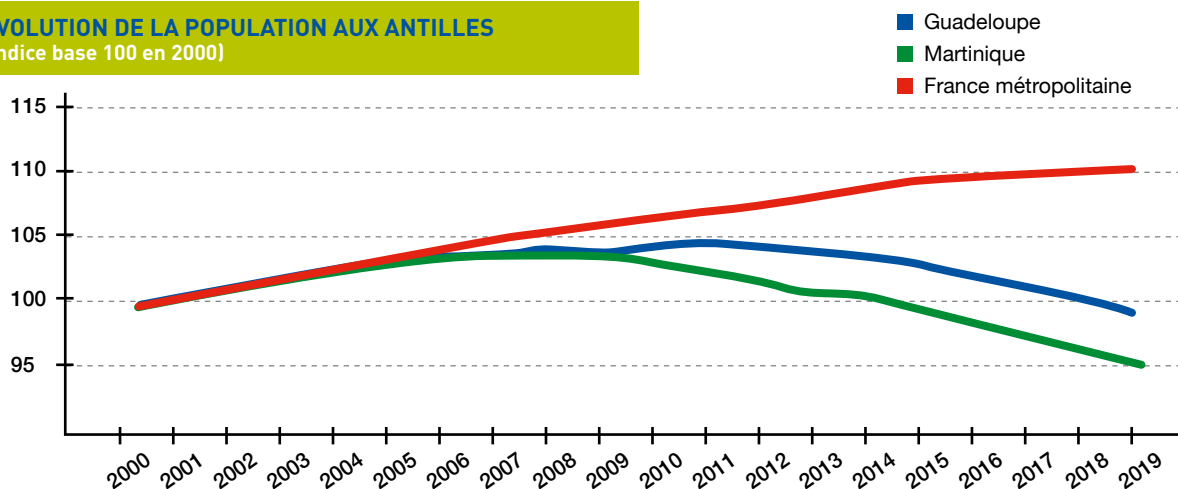
La population de la Guadeloupe représente 18,5 % de la population ultramarine et 0,06 % de la population française est en baisse de 1,3 % depuis 2013.

A noter la densité de population est près de 2,5 fois supérieure à la densité nationale.

| 2018  | Guadeloupe | Outre-mer | France     |
|---|------------|-----------|------------|
| Population  | 397 990    | 2 145 977 | 66 446 798 |
| Taux de croissance de la population entre 2013 et 2018 (en %)                     | -1,3       | +5,5      | +2,5       |
| Superficie (en km <sup>2</sup> )  | 1 628      | 89 168    | 633 109    |
| Densité (en habitants / km <sup>2</sup> )   | 244        | 24        | 105        |
| Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants (en %) | 77,3       | 84,9      | 50,0       |
| Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines (en %)               | 92,8       | 83,4      | 82,9       |

Source : DGCL Population du dernier recensement disponible INSEE

## ÉVOLUTION DE LA POPULATION AUX ANTILLES (Indice base 100 en 2000)



Source : INSEE

## Un PIB inférieur au PIB par habitant France entière

Le PIB par habitant en Guadeloupe est inférieur de 46 % à celui du PIB par habitant France entière. Le taux de chômage est deux fois plus élevé que le taux de chômage France entière.

## PIB et données économiques sur la population de Guadeloupe

| 2018  | Guadeloupe | Outre-mer | France    |
|---|------------|-----------|-----------|
| Part de la population de moins de 20 ans (en %) | 25,9       | 33,1      | 24,4      |
| Part de la population de 60 ans et plus (en %)  | 25,0       | 17,6      | 25,6      |
| Taux d'activité des 15-64 ans (en %)            | 69,7       | n.d.      | 73,5      |
| Taux de chômage (en %)                          | 23,8       | n.d.      | 10,1      |
| PIB régionaux (En millions d'euros)             | 8 417      | 41 692    | 2 194 200 |
| PIB régionaux (En euros / habitant)             | 21 201     | 19 591    | 32 967    |
| PIB régionaux (En euros / emploi)               | 67 136     | 65 074    | 79 773    |

Source : DGCL

# A

## COMMUNES DE GUADELOUPE

### Compte de gestion 2016, 2017 et 2018

#### 1. Section de fonctionnement : un effet de ciseaux

##### 1.1 Stabilisation des dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement se stabilisent en 2018, proches du montant 2016. Cette situation est due notamment à la baisse des achats et charges externes et des charges financières.

Les frais de personnel constituent 67 % des dépenses réelles de fonctionnement, soit une proportion plus élevée qu'au niveau national (53 %). Les dépenses de personnel augmentent de 3,7 % entre 2016 et 2018. Cette évolution est liée à la mise en place des dispositifs de double augmentation du point d'indice et du « Parcours professionnel, carrières et rémunérations » (PPCR).

| K€  | 2016    | 2017    | 2018    | 2018/2016 |
|---|---------|---------|---------|-----------|
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement</b> | 563 524 | 575 018 | 566 874 | 0,6 %     |
| <i>dont achats et charges externes</i>    | 95 050  | 99 912  | 91 939  | -3,3 %    |
| <i>dont frais de personnel</i>            | 366 887 | 375 143 | 380 365 | 3,7 %     |
| <i>dont charges financières</i>           | 12 034  | 11 931  | 10 560  | -12,2 %   |

##### 1.2 Des recettes réelles de fonctionnement en baisse

| K€  | 2016    | 2017    | 2018    | 2018/2016 |
|---|---------|---------|---------|-----------|
| <b>Recettes réelles de fonctionnement</b> | 598 019 | 581 450 | 595 450 | -0,4 %    |
| <i>dont impôts et taxes</i>               | 440 224 | 422 250 | 441 511 | 0,3 %     |
| <i>dont concours de l'Etat</i>            | 101 412 | 104 988 | 104 484 | 3,0 %     |

Elles se composent pour l'essentiel de l'octroi de mer, des recettes de taxe foncière et taxe d'habitation et de la DGF. En 2018 elles se sont élevées à 595 M€, dont 33 % au titre de l'octroi de mer, 28 % au titre des taxes foncières et de la taxe d'habitation, 15 % au titre de la DGF.

La baisse des recettes de fonctionnement est liée à **la DGF** des communes de Guadeloupe, en baisse de 19,6 M€ (18 %) entre 2013 et 2018.

Jusqu'en 2017, cette baisse de la DGF s'explique notamment par la contribution au redressement des finances publiques (CRFP) prélevée sur la dotation forfaitaire.

Si la DACOM des communes de Guadeloupe a augmenté, la hausse n'a cependant pas compensé

la baisse de la dotation forfaitaire.

En effet, contrairement à la DSU<sup>1</sup> et la DSR<sup>2</sup>, la répartition de l'augmentation de la DACOM<sup>3</sup> n'est pas ciblée prioritairement sur les communes les plus en difficulté mais sur l'ensemble des communes. A noter que la loi de finances pour 2016 permet de déduire dès 2016 l'octroi de mer de l'assiette des recettes réelles de fonctionnement pour le calcul de la CRFP : cependant cette disposition qui génère certes un moindre prélèvement ne permet pas d'éviter une baisse globale importante.

En 2018, la dotation forfaitaire a poursuivi sa baisse, passant de 51,4 M€ à 50,9 M€. Cette situation est due à la baisse de la population et à l'écrêtement opéré sur la dotation forfaitaire pour financer la hausse de la péréquation nationale.

| K€                          | 2013           |                | 2014           |                | 2015          |                | 2016          |               | 2017          |              | 2018          | DGF versée en moins |
|-----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|---------------|---------------|---------------|--------------|---------------|---------------------|
| <b>Dotation forfaitaire</b> | 80 468         | - 4 987        | 75 481         | -11 328        | 64 153        | -8 021         | 56 132        | -4 723        | 51 409        | - 427        | 50 982        | <b>- 29 486</b>     |
| <b>DACOM</b>                | 26 647         | 893            | 27 540         | 2 359          | 29 899        | 2 294          | 32 193        | 2 806         | 34 999        | 1 460        | 36 459        | <b>9 812</b>        |
| <b>DGF</b>                  | <b>107 115</b> | <b>- 4 094</b> | <b>103 021</b> | <b>- 8 969</b> | <b>94 052</b> | <b>- 5 727</b> | <b>88 325</b> | <b>-1 917</b> | <b>86 408</b> | <b>1 033</b> | <b>87 441</b> | <b>- 19 674</b>     |

**Le produit de l'octroi de mer** représente 43,5% des recettes fiscales<sup>5</sup> et augmente de 3,3 % entre 2016 et 2018 :

| K€               | Produit de l'octroi de mer |
|------------------|----------------------------|
| <b>2016</b>      | 186 052                    |
| <b>2017</b>      | 178 922                    |
| <b>2018</b>      | 192 216                    |
| <b>2018/2016</b> | <b>3,3 %</b>               |

A noter que la Martinique et la Guadeloupe sont considérées pour la perception de la taxe, comme un territoire unique, le marché unique antillais.

**Le produit des taxes foncières (TF) et d'habitation (TH)** est en augmentation.

A noter que la qualité des bases fiscales doit être améliorée. Ainsi une action récente de l'administration fiscale en Guadeloupe a permis la détection automatique d'une liste de biens fortement suspects (1 500 piscines et 3 000 bâtis) au moyen

d'un algorithme auto-apprenant, par confrontation de vues aériennes avec le plan cadastral. Un croisement entre le plan cadastral et MAJIC<sup>6</sup> a notamment permis de mettre en évidence 592 piscines non répertoriées jusqu'à présent dans les bases de la fiscalité locale.

| K€               | TF & TH      |
|------------------|--------------|
| <b>2016</b>      | 156 207      |
| <b>2017</b>      | 156 074      |
| <b>2018</b>      | 163 153      |
| <b>2018/2016</b> | <b>4,4 %</b> |

<sup>1</sup>DSU : dotation de solidarité urbaine.

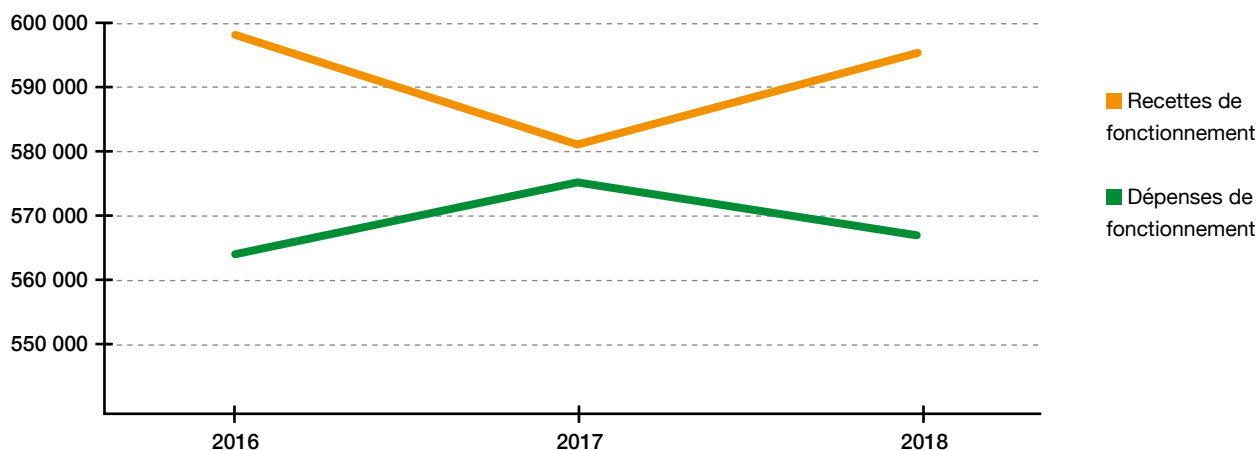
<sup>2</sup>DSR : dotation de solidarité rurale.

<sup>3</sup>DACOM : dotation d'aménagement des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer.

<sup>5</sup>Source : rapports de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locale 2016, 2017 et 2018.

<sup>6</sup>MAJIC : les fichiers fonciers sont issus de l'application MAJIC : mise à jour des informations cadastrales.

## COMMUNES DE GUADELOUPE : DÉPENSES ET RECETTES DE FONCTIONNEMENT (K€)



### 1.3 Evolution de l'épargne brute

Un fort effet de ciseaux sur la section de fonctionnement conduit à un effondrement de l'épargne brute qui passe de 34,4 M€ en 2016 à 6,4 M€ en 2017. L'épargne brute remonte cependant l'année suivante à 28,5M€ grâce à l'augmentation des recettes (+4,6 % en 2018) et à la baisse des dépenses (-1,4 % en 2018) :

| K€        | Epargne brute (CAF) |
|-----------|---------------------|
| 2016      | 34 495              |
| 2017      | 6 432               |
| 2018      | 28 575              |
| 2018/2016 | -17,2 %             |

A noter la situation atypique de déficit structurel en 2017 avec un montant global des dépenses de fonctionnement supérieur aux recettes cette année-là.

## 2. Section d'investissement

### 2.1 Evolution des recettes d'investissement en lien avec l'évolution de l'épargne brute

Les dotations et subvention représentent 77 % des recettes d'investissement, soit un niveau plus élevé que le niveau national (47 %).

Les recettes d'investissement baissent de 20,2 % entre 2016 et 2018. A noter la baisse du FCTVA (moins 5,8 millions) due logiquement à la baisse des investissements.

| K€   | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|--|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Recettes d'investissement hors emprunts</b>                       | 80 040 | 47 116 | 63 883 | -20,2 %   |
| <i>dont FCTVA</i>  | 17 171 | 11 301 | 11 350 | -33,9 %   |
| <i>dont autres dotations et subventions</i>                          | 59 048 | 33 702 | 49 066 | -16,9 %   |
| <i>dont autres recettes réelles d'investissement (hors emprunts)</i> | 3 820  | 2 112  | 3 467  | -9,2 %    |

### 2.2 Reprise des dépenses d'investissement en 2018

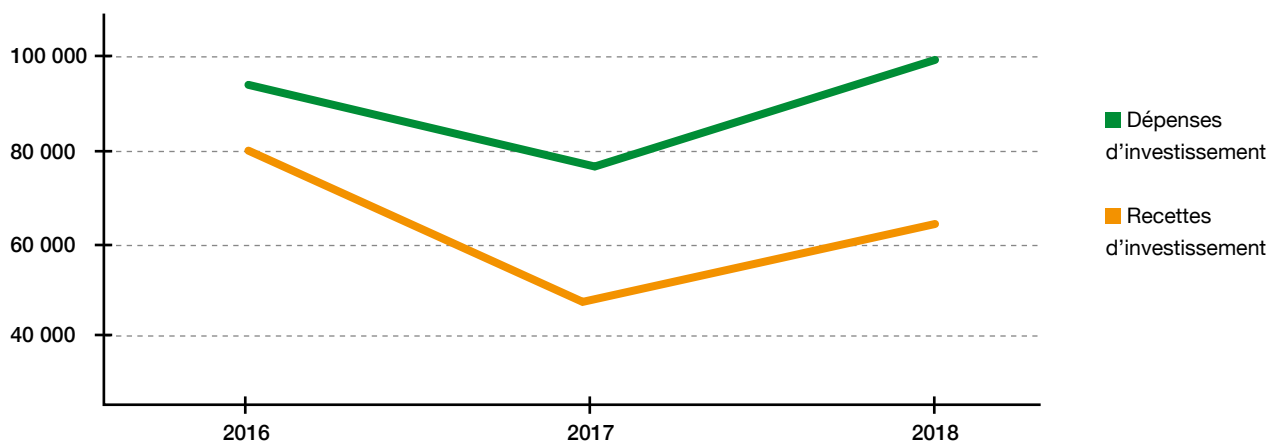
98% des dépenses d'investissement sont constituées par les dépenses d'équipement. La baisse des dépenses d'investissement en 2017

est à rapprocher de l'évolution de la capacité d'autofinancement (épargne brute) en 2017. Ainsi, les dépenses d'investissement baissent de plus de 19 M€ en 2017, l'épargne brute se réduisant de plus de 28 M€ en 2017.

En 2018, la hausse des investissements est permise par la hausse de l'épargne :

| K€  | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|---|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Dépenses d'investissement hors remboursement</b> | 94 952 | 76 700 | 99 117 | 4,39 %    |
| <i>dont dépenses d'équipement</i>                   | 92 774 | 74 785 | 96 545 | 4,06 %    |

#### COMMUNES DE GUADELOUPE : DÉPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT



### 2.3 Un endettement élevé mais en diminution

Le niveau d'endettement reste élevé au regard de niveau d'épargne brute ; la capacité de désendettement s'élève à 12 ans en 2018 (5,3 ans au niveau national). Toutefois, en 2016 et 2017, l'amortissement de la dette est supérieur à l'emprunt souscrit. Au total, l'encours de dette des communes de Guadeloupe diminue :

| K€               | Encours total de la dette au 31 décembre |
|------------------|--|
| <b>2016</b>      | 359 129                                  |
| <b>2018</b>      | 343 472                                  |
| <b>2018/2016</b> | <b>-4,4 %</b>                            |

## SYNTHESE

La situation financière d'ensemble des communes de Guadeloupe reste fragile avec notamment :

- un effet de ciseaux sur le fonctionnement,
- un endettement élevé,
- une situation tendue en 2017 et en 2018,
- le niveau d'épargne restant proche du montant de remboursement en capital de la dette :

| K€                                 | 2016   | 2017   | 2018   |
|------------------------------------|--------|--------|--------|
| Epargne brute (CAF)                | 34 495 | 6 432  | 28 575 |
| Remboursement d'emprunts ou dettes | 25 651 | 24 842 | 26 667 |

# INTERCOMMUNALITÉS DE GUADELOUPE

## Compte de gestion 2016, 2017 et 2018

La Guadeloupe compte 18 groupements de collectivités, dont 12 syndicats et 6 EPCI à fiscalité propre, composés de 5 communautés d'agglomération et une communauté de communes. L'analyse porte sur les 6 EPCI.

### 1. Un effet de ciseaux sur la section de fonctionnement

#### 1.1 Des dépenses de fonctionnement en hausse

Depuis 2016, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 6,4 % en 2017 et de 14,3 % en 2018 soit une augmentation de plus de 21% depuis 2016.

| K€  | 2016    | 2017    | 2018    | 2018/2016 |
|---|---------|---------|---------|-----------|
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)</b> | 101 364 | 107 862 | 123 260 | 21,6 %    |
| <i>dont achats et charges externes</i>          | 44 677  | 53 661  | 65 604  | 46,8 %    |
| <i>dont frais de personnel</i>                  | 31 315  | 36 483  | 36 375  | 16,2 %    |
| <i>dont charges financières</i>                 | 1 300   | 1 742   | 1 270   | -2,3 %    |

Cette évolution est principalement due à l'évolution des achats et charges externes qui ont augmenté de 20,1 % en 2017 et de 22,3 % en 2018. Ce poste (entretien et réparations, fournitures, contrats de prestations de services, etc.) représente 53,2 % des dépenses réelles de fonctionnement, soit un poids deux fois plus lourd que pour les groupements de France entière (27 %).

Les frais de personnel augmentent rapidement, de plus de 16 % entre 2016 et 2018. Mais les dépenses de personnel représentent 29,5 % des dépenses réelles de fonctionnement en 2018, soit une part bien plus faible que pour les EPCI France entière (37 %).

#### 1.2 Les recettes augmentent mais dans une moindre proportion que les dépenses

De 2016 à 2018, les recettes réelles de fonctionnement évoluent de la façon suivante :

| K€  | 2016    | 2017    | 2018    | 2018/2016 |
|---|---------|---------|---------|-----------|
| <b>Recettes réelles de fonctionnement</b> | 111 322 | 116 556 | 127 714 | 14,7 %    |

**Le produit des taxes d'habitation (TH) et foncières (TF)** assure 49,9 % des recettes réelles de fonctionnement et près de 82% des impôts et taxes. Les taxes d'habitation et foncières sont en hausse de 3,2 % en 2018 mais enregistrent une légère baisse de 0,3 % par rapport à l'année 2016.

| K€               | TF & TH |
|------------------|---------|
| <b>2016</b>      | 64 032  |
| <b>2017</b>      | 61 879  |
| <b>2018</b>      | 63 834  |
| <b>2018/2016</b> | -1 %    |

**La cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE)** représente 9,97 % des recettes réelles de fonctionnement et 15 % du produit des impôts et taxes. A noter le faible dynamisme du produit de CVAE sur les communes de Guadeloupe : alors que la CVAE a augmenté sur la France entière de +4,3 % en 2017 et de 0,8 % en 2018, le produit de la CVAE des EPCI de Guadeloupe reste stable :

| K€               | CVAE   |
|------------------|--------|
| <b>2016</b>      | 12 917 |
| <b>2017</b>      | 12 965 |
| <b>2018</b>      | 12 737 |
| <b>2018/2016</b> | -1 %   |



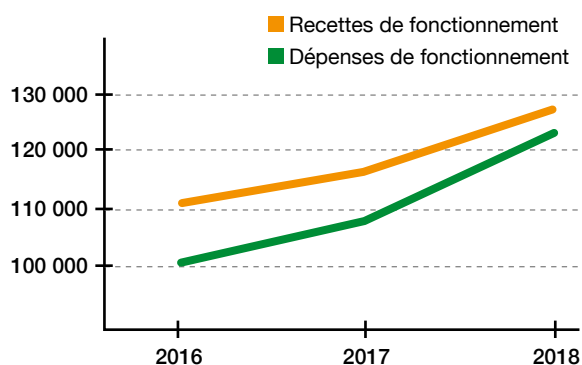
La DGF représente 22,7 % des recettes réelles de fonctionnement des EPCI de Guadeloupe. Malgré les contributions au redressement des finances publiques (CRFP) appliquées dès 2014, la DGF totale versée aux EPCI de Guadeloupe ne baisse pas en 2014 et 2015. Cette situation est due à la création d'un nouvel EPCI au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et à la transformation d'une communauté de communes en communauté d'agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2015. En 2016 et 2017, la DGF est en baisse, sous l'effet des contributions prélevées sur les EPCI. Cette

baisse s'explique aussi par l'écrêtement au niveau national appliqué chaque année à la dotation de compensation pour financer la hausse de la péréquation nationale et les évolutions de la carte intercommunale.

Malgré l'arrêt de la CRFP, la diminution se poursuit en 2018, mais à un rythme bien plus faible. Cette diminution est liée à la baisse de la population, à l'écrêtement appliqué à la dotation de compensation et aux contraintes inhérentes à la répartition d'une enveloppe fermée.

| K€                | 2013          |              | 2014          |              | 2015          |                | 2016          |               | 2017          |              | 2018          | Perte totale par rapport à 2015 |
|-------------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|----------------|---------------|---------------|---------------|--------------|---------------|---------------------------------|
| DI <sup>1</sup>   | 13 161        | 7 585        | 20 746        | 2 439        | 23 185        | - 2 217        | 20 968        | -1 259        | 19 709        | -241         | 19 468        | - 3 717                         |
| DC <sup>2</sup>   | 9 438         | 704          | 10 142        | 92           | 10 234        | - 198          | 10 036        | - 279         | 9 757         | -204         | 9 553         | -681                            |
| <b>DGF totale</b> | <b>22 599</b> | <b>8 289</b> | <b>30 888</b> | <b>2 531</b> | <b>33 419</b> | <b>- 2 415</b> | <b>31 004</b> | <b>-1 538</b> | <b>29 466</b> | <b>- 445</b> | <b>29 021</b> | <b>- 4 398</b>                  |

#### EPCI DE GUADELOUPE : DÉPENSES ET RECETTES DE FONCTIONNEMENT (K€)



Au total les dépenses augmentent plus rapidement que les recettes.

### 1.3 Diminution de l'épargne brute

Compte tenu d'un effet de ciseaux sur le fonctionnement, l'épargne brute diminue de plus de la moitié entre 2016 et 2018 :

| K€               | Epargne brute (CAF) |
|------------------|---------------------|
| <b>2016</b>      | 9 958               |
| <b>2017</b>      | 8 694               |
| <b>2018</b>      | 4 454               |
| <b>2018/2016</b> | <b>-55,3 %</b>      |

## 2. Section d'investissement

### 2.1 Baisse des recettes d'investissement

Les recettes d'investissement baissent fortement. A noter la baisse du FCTVA de 27,9 % en lien avec la baisse des investissements.

| K€   | 2016  | 2017  | 2018  | 2018/2016 |
|--|-------|-------|-------|-----------|
| <b>Recettes d'investissement hors emprunts</b>                       | 7 019 | 3 238 | 4 321 | -38,4 %   |
| <i>dont FCTVA</i>  | 3 168 | 1 473 | 2 284 | -27,9 %   |
| <i>dont autres dotations et subventions</i>                          | 3 740 | 1 735 | 1 867 | -50,1 %   |
| <i>dont autres recettes réelles d'investissement (hors emprunts)</i> | 110   | 29    | 170   | 54,5 %    |

<sup>1</sup>DI : dotation d'intercommunalité, <sup>2</sup>DC : dotation de compensation

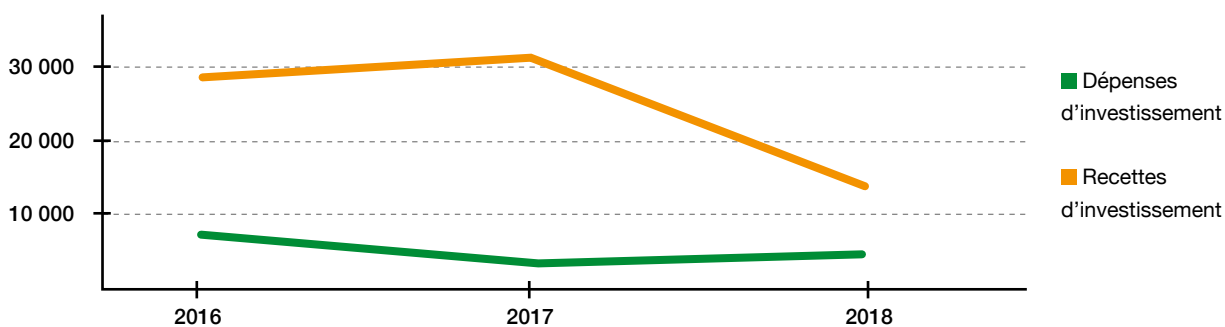
## 2.2 Baisse des dépenses d'investissement

Les dépenses d'équipement représentent 85 % des dépenses d'investissement. La baisse des investissements provient ainsi d'une réduction de

52,3 % des dépenses d'équipement entre 2016 et 2018. Cette évolution est à rapprocher de la baisse de la capacité d'autofinancement :

| K€  | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|---|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Dépenses d'investissement hors remboursement</b> | 28 754 | 31 434 | 13 704 | -52,3 %   |
| <i>dont dépenses d'équipement</i>                   | 25 896 | 24 502 | 11 596 | -55,2 %   |

### EPCI DE GUADELOUPE : DÉPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT (K€)



## 3. Endettement

Le flux d'emprunt annuel reste supérieur à l'amortissement de la dette (remboursement d'emprunts) :

| K€  | 2016   | 2017   | 2018  | 2018/2016 |
|---|--------|--------|-------|-----------|
| <b>Remboursement d'emprunts ou dettes</b> | 2 362  | 2 179  | 2 993 | 26,7 %    |
| <i>Emprunts souscrits</i>                 | 11 093 | 20 362 | 7 029 | -36,6 %   |

Cette évolution conduit à un accroissement de l'encours de dette. Ainsi l'encours de dette est passé de 42,5 M€ en 2016 à 62,7 M€ en 2018. La capacité de désendettement s'est affaiblie passant de 4,2 ans à plus de 14 ans. Elle reflète à la fois l'augmentation de la dette et la faiblesse de l'épargne brute.

## SYNTHESE

**Les EPCI de Guadeloupe restent globalement à l'équilibre et l'amortissement de la dette reste couverte par l'épargne brute :**

| K€                                 | 2016  | 2017  | 2018  | 2018/2016 |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-----------|
| Epargne brute (CAF)                | 9 958 | 8 694 | 4 454 | -55,3 %   |
| Remboursement d'emprunts ou dettes | 2 362 | 2 179 | 2 993 | 26,7 %    |

**Toutefois, les budgets des EPCI de Guadeloupe sont marqués par un effet de ciseaux sur le fonctionnement et une capacité de désendettement affaiblie.**

# Communes et intercommunalités de Guyane

## Organisation administrative : 22 communes et 4 EPCI<sup>1</sup> à fiscalité propre

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Guyane compte 22 communes et 4 EPCI<sup>1</sup> dont 3 communautés de communes et une communauté d'agglomération.

## Une population en hausse

La population de la Guyane compte 259 865 habitants, soit 12 % de la population ultramarine et 0,4 % de la population française.

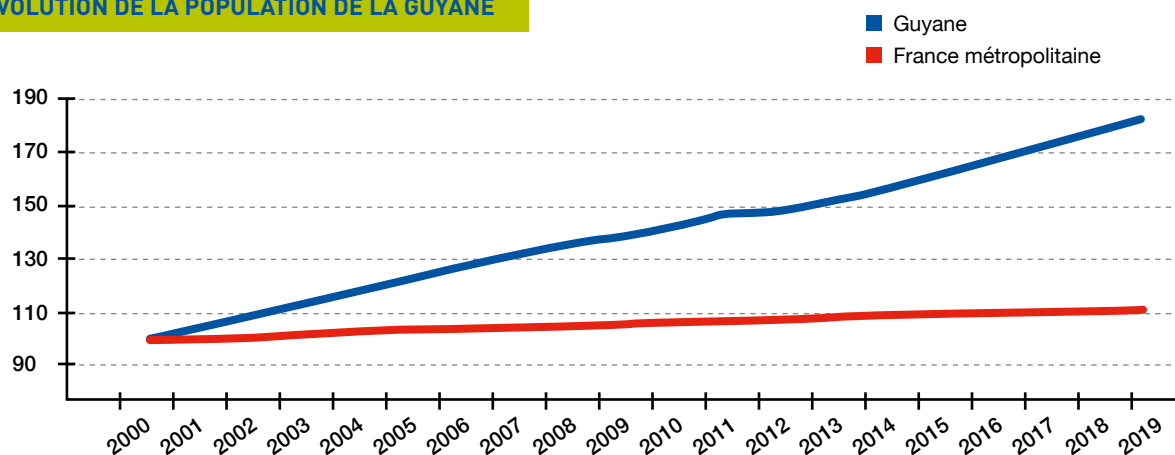
Cette population est en hausse de 13,5 % par rapport à 2013.

La superficie de la Guyane s'élève à 83 534 km<sup>2</sup> soit 94 % de la superficie de la France ultramarine. A noter la très faible densité de la Guyane, à 3 habitants au km<sup>2</sup>

| 2018  | Guyane         | Outre-mer | France     |
|---|----------------|-----------|------------|
| Population  | <b>259 865</b> | 2 145 977 | 66 446 798 |
| Taux de croissance de la population entre 2013 et 2018 (en %)                     | <b>+13,5</b>   | +5,5      | +2,5       |
| Superficie (en km <sup>2</sup> )  | <b>83 534</b>  | 89 168    | 633 109    |
| Densité (en habitants / km <sup>2</sup> )   | <b>3</b>       | 24        | 105        |
| Nombre de communes au 1 <sup>er</sup> janvier 2018                                | <b>22</b>      | 129       | 35 357     |
| Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants (en %) | <b>83,8</b>    | 84,9      | 50,0       |
| Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines (en %)               | <b>50,8</b>    | 83,4      | 82,9       |

Source : DGCL

## EVOLUTION DE LA POPULATION DE LA GUYANE



Source : INSEE

<sup>1</sup>Etablissements publics de coopération intercommunale

## Un PIB par habitant très faible

Le taux de chômage est très élevé à 23,2 % et touche une population extrêmement jeune. Le PIB par habitant de 15,8K€ est inférieur de 52 % au PIB par habitant France entière.

| 2018  | Guyane | Outre-mer | France    |
|---|--------|-----------|-----------|
| Part de la population de moins de 20 ans (en %) | 42,3   | 33,1      | 24,4      |
| Part de la population de 60 ans et plus (en %)  | 8,5    | 17,6      | 25,6      |
| Taux d'activité des 15-64 ans (en %)            | 62,4   | n.d.      | 73,5      |
| Taux de chômage (en %)                          | 23,2   | n.d.      | 10,1      |
| PIB (En K€)                                     | 4 175  | 41 692    | 2 194 200 |
| PIB régionaux (En euros / habitant)             | 15 853 | 19 591    | 32 967    |
| PIB (En euros / emploi)                         | 74 505 | 65 074    | 79 773    |

Source : DGCL

# A

## COMMUNES DE GUYANE

### Compte de gestion 2016, 2017 et 2018

## 1. Section de fonctionnement : l'augmentation des dépenses est moindre que celle des recettes

### 1.1 Dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses de personnel représentent 60,5 % des dépenses réelles de fonctionnement (55,6 % pour les communes France entière au niveau national).

L'augmentation globale des dépenses de fonctionnement s'explique principalement par celle des dépenses de personnel (+11,3 % entre 2016 et 2018) et des achats et charges externes.

L'augmentation des dépenses de personnel est

en partie liée à la mise en place des dispositifs concernant la double augmentation du point d'indice et la mise en place du Parcours professionnel, carrières et rémunérations (PPCR).

Cependant l'augmentation des dépenses de fonctionnement reste soutenue, elle est inférieure à l'augmentation des recettes sur les trois dernières années.

| K€  | 2016    | 2017    | 2018    | 2018/2016 |
|---|---------|---------|---------|-----------|
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement</b> | 272 881 | 280 799 | 299 273 | 9,7 %     |
| <i>dont achats et charges externes</i>    | 58 716  | 61 989  | 65 343  | 11,3 %    |
| <i>dont frais de personnel</i>            | 167 806 | 173 500 | 181 247 | 8,0 %     |
| <i>dont charges financières</i>           | 5 599   | 3 947   | 5 726   | 2 %       |

## 1.2 Recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement sont composées pour l'essentiel de l'octroi de mer, des recettes de taxes foncières et d'habitation et de la DGF. En 2018 elles se sont élevées à 319 M€ dont 33% au titre de l'octroi de mer, 19 % de taxes foncières et de la taxe d'habitation, 20 % de DGF :

| K€  | 2016    | 2017    | 2018    | 2018/2016 |
|---|---------|---------|---------|-----------|
| <b>Recettes réelles de fonctionnement</b> | 283 741 | 295 284 | 319 381 | 12,6 %    |
| <i>dont impôts et taxes</i>               | 195 761 | 205 275 | 224 217 | 14,5 %    |
| <i>dont concours de l'Etat</i>            | 62 476  | 66 177  | 69 286  | 10,9 %    |

**Concernant la DGF**, entre 2014 et 2017, la baisse des dotations (mécanisme de la CRFP : contribution au redressement des finances publiques) s'est appliquée aux communes de Guyane, comme en témoigne la diminution de la dotation forfaitaire pour chacune de ces années.

Toutefois, la DGF totale versée aux communes guyanaises connaît une évolution plus contrastée :

- en 2015 et 2016, la DGF baisse, la hausse de la DACOM<sup>2</sup> ne permettant pas de compenser les prélèvements appliqués à la dotation forfaitaire. En effet, la répartition des augmentations de la DACOM n'est pas ciblée prioritairement sur les communes les plus en difficulté, contrairement à la DSU et la DSR. Ainsi, les augmentations de la DACOM sont réparties sur l'ensemble des communes. A noter que même si la loi de finances pour 2016 permet de déduire dès 2016 l'octroi de mer de l'assiette des recettes réelles de fonctionnement pour le calcul de la CRFP<sup>3</sup>, cette disposition génère certes un moindre prélèvement mais ne permet pas d'éviter une baisse globale. Au total, la DGF est en baisse de 4,067 M€ en 2016 par rapport à 2013.

- en revanche, en 2014 et en 2017, première et dernière année de prélèvement de la CRFP, la DGF des communes de Guyane augmente : les hausses de la DACOM sont en effet supérieures aux baisses de dotation forfaitaire. Cela s'explique par un montant national de prélèvement moins élevé sur ces deux exercices (la CRFP est divisée par deux en 2017) et parce que la revalorisation de l'enveloppe nationale de DACOM votée en loi de finances 2017 permet une hausse plus forte de cette dotation en 2017. Cette hausse plus forte de la DACOM pour compenser la CRFP en 2017 a été appliquée en Guyane mais aussi dans les autres territoires ultra-marins. Enfin, la hausse de la DGF est due également au dynamisme démographique des communes guyanaises.

En 2018, la DGF augmente fortement en raison de la fin de la baisse des dotations, de la hausse de la population et de la progression marquée de la DACOM : la DACOM bénéficie de la hausse de l'enveloppe nationale et d'un abondement spécifique de 1,5 M€ voté en loi de finances 2018 au profit des communes aurifères de Guyane.

| K€                          | 2013          | 2014<br>-<br>2013 | 2014          | 2015<br>-<br>2014 | 2015          | 2016<br>-<br>2013 | 2016          | 2017<br>-<br>2016 | 2017          | 2018<br>-<br>2017 | 2018          | 2018<br>-<br>2016 |
|-----------------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| <b>Dotation forfaitaire</b> | 45 942        | -557              | 45 385        | -4 567            | 40 818        | -8 212            | 37 730        | -950              | 36 779        | 739               | 37 518        | 8 423             |
| <b>DACOM</b>                | 14 690        | 976               | 15 666        | 1 492             | 17 158        | 4 145             | 18 835        | 2 460             | 21 296        | 3 100             | 24 396        | 9 706             |
| <b>DGF</b>                  | <b>60 632</b> | <b>419</b>        | <b>61 051</b> | <b>- 3 075</b>    | <b>57 976</b> | <b>- 4 067</b>    | <b>56 565</b> | <b>1 510</b>      | <b>58 075</b> | <b>3 839</b>      | <b>61 914</b> | <b>1 282</b>      |

**Le produit de l'octroi de mer** est en hausse de plus de 20 M€ et explique ainsi l'augmentation des recettes globales entre 2016 et 2018. Son évolution est portée par les achats d'équipements, la consommation de produits importés et par le transfert aux communes en 2017 d'un tiers de la part de la collectivité territoriale de Guyane.

<sup>2</sup>DACOM : dotation d'aménagement des communes d'outre-mer

<sup>3</sup>CRFP : contribution au redressement des finances publiques

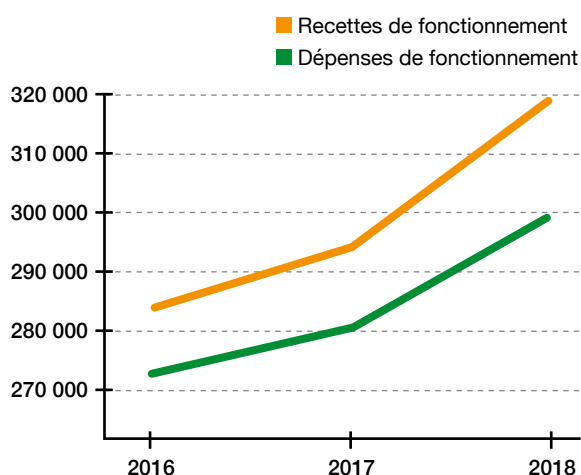
La Loi EROM<sup>4</sup>, par ses dispositions relatives à la réduction des frais d'assiette, la possibilité d'instaurer un taux supplémentaire pouvant aller jusqu'à 2,5 % et par un transfert de la part d'octroi de mer vers les communes, favorise ainsi la dynamique des recettes d'octroi de mer des communes. Au total, le produit de l'octroi de mer assure 47,1 % des recettes fiscales des communes de Guyane<sup>5</sup>.

**Le produit des taxes foncières (TF) et d'habitation (TH)** augmente mais son montant reste particulièrement faible en Guyane (40 % de la moyenne nationale) en l'absence de recensement exhaustif des bases fiscales et des difficultés du recouvrement lié aux carences dans l'adressage notamment. Il convient de rappeler que le recensement des bases fiscales et le recouvrement des impôts directs locaux relèvent de la responsabilité des services de l'État.

| K€               | Produit de l'octroi de mer |
|------------------|----------------------------|
| <b>2016</b>      | 81 177                     |
| <b>2017</b>      | 89 881                     |
| <b>2018</b>      | 102 424                    |
| <b>2018/2016</b> | <b>26,1 %</b>              |

| K€               | TF & TH      |
|------------------|--------------|
| <b>2016</b>      | 56 560       |
| <b>2017</b>      | 59 222       |
| <b>2018</b>      | 60 602       |
| <b>2018/2016</b> | <b>7,1 %</b> |

#### COMMUNES DE GUYANE : DÉPENSES ET RECETTES DE FONCTIONNEMENT (K€)



Au total, les recettes progressent plus vite que les dépenses.

### 1.3 Augmentation de l'épargne brute

L'augmentation des recettes de fonctionnement (+12,6 % de 2016 à 2018) supérieure à l'augmentation des dépenses (+9,7 %), permet une forte amélioration de l'épargne brute :

| K€               | Epargne brute (CAF) |
|------------------|---------------------|
| <b>2016</b>      | 10 860              |
| <b>2017</b>      | 14 485              |
| <b>2018</b>      | 20 107              |
| <b>2018/2016</b> | <b>85,1 %</b>       |

<sup>4</sup>LOI n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique

<sup>5</sup>Source : Rapport de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales 2019

## 2. Section d'investissement

### 2.1 Des recettes d'investissement en hausse

L'augmentation des recettes d'investissement évolue en lien avec celle des dotations et subventions.

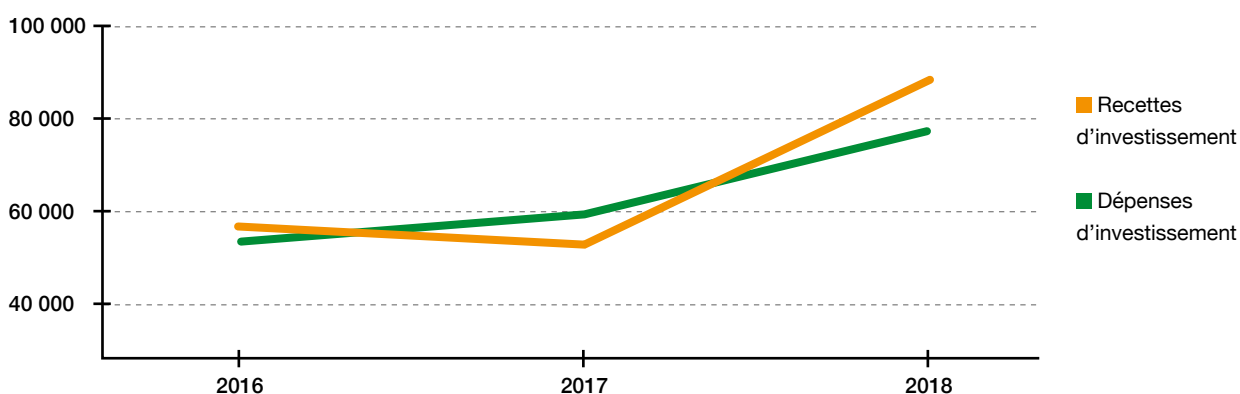
| K€   | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|--|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Recettes d'investissement hors emprunts</b>                       | 56 088 | 52 308 | 87 383 | 55,8 %    |
| <i>dont FCTVA</i>  | 8 524  | 10 731 | 8 438  | -1,0 %    |
| <i>dont autres dotations et subventions</i>                          | 46 941 | 39 949 | 56 521 | 20,4 %    |
| <i>dont autres recettes réelles d'investissement (hors emprunts)</i> | 621    | 1 627  | 22 423 | 3510,8 %  |

## 2.2 Augmentation des dépenses d'investissement

L'augmentation des dépenses d'investissement est due au dynamisme des dépenses d'équipement qui représentent 96 % des dépenses d'investissement, soit un niveau supérieur au niveau national (90 %) :

| K€  | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|---|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Dépenses d'investissement hors remboursement</b> | 53 043 | 58 662 | 76 479 | 44,2 %    |
| <i>dont dépenses d'équipement</i>                   | 51 371 | 56 834 | 73 072 | 42,2 %    |

### COMMUNES DE GUYANE : DÉPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT (K€)



## 2.3 Un endettement stable

De 2016 à 2018, les communes de Guyane se désendettent :

Cette situation est due à un montant d'amortissement de la dette supérieur à l'emprunt :

| K€               | Encours total de la dette au 31 décembre |
|------------------|--|
| <b>2016</b>      | 125 472                                  |
| <b>2018</b>      | 121 484                                  |
| <b>2018/2016</b> | <b>-3,2 %</b>                            |

| K€          | Remboursement d'emprunts ou dettes | Emprunts souscrits |
|-------------|------------------------------------|--------------------|
| <b>2016</b> | 14 006                             | 1 336              |
| <b>2017</b> | 11 100                             | 8 027              |
| <b>2018</b> | 12 328                             | 8 933              |

La capacité de désendettement s'élève à 6,05 ans. Ainsi, les communes de Guyane dans leur ensemble ont une capacité de désendettement proche de celle de l'ensemble des communes au niveau national (5,3 ans en 2018) et très éloignée du seuil d'alerte (12 ans).

## SYNTHESE

**La situation financière d'ensemble des communes de Guyane reste équilibrée avec notamment une épargne brute en augmentation. L'endettement reste très éloigné du seuil d'alerte.**

**Le maintien des équilibres s'inscrit dans un contexte économique où le PIB par habitant s'élève à moins de la moitié du PIB par habitant au niveau national, et où le recensement des bases fiscales est en devenir.**

# INTERCOMMUNALITÉS DE GUYANE

## Compte de gestion 2016, 2017 et 2018

La Guyane compte au total 6 groupements de collectivités dont 2 syndicats, et 4 EPCI (1 communauté d'agglomération et 3 communautés de communes). L'analyse porte ainsi sur les 4 EPCI.

### 1. Un effet de ciseaux sur la section de fonctionnement

#### 1.1 Des dépenses de fonctionnement en hausse

Depuis 2016, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de plus de 10 %. Cette évolution est principalement due à une augmentation de plus de 24 % des achats et charges externes et des dépenses de personnel.

**Les achats et charges externes** (entretien et réparations, fournitures, contrats de prestations de services, etc.) représentent 62,8 % des dépenses réelles de fonctionnement, soit une proportion plus de deux fois plus élevée que pour les EPCI France entière. (27 %)

**À l'inverse, les dépenses de personnel** représentent 18,3% des dépenses réelles de fonctionnement en 2018, soit une part deux fois moins élevée que pour les EPCI France entière (37,4 %).

| K€  | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|---|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)</b> | 60 922 | 52 262 | 67 182 | 10,3 %    |
| <i>dont achats et charges externes</i>          | 33 834 | 32 139 | 42 191 | 24,7 %    |
| <i>dont frais de personnel</i>                  | 9 932  | 10 944 | 12 327 | 24,1 %    |

#### 1.2 Des recettes de fonctionnement en baisse

L'évolution des recettes de fonctionnement depuis 2016 est la suivante :

| K€  | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|---|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Recettes réelles de fonctionnement</b> | 90 653 | 56 462 | 72 615 | -19,9 %   |

**Les produits des taxes foncières (TF) et d'habitation (TH)** sont en baisse de près de 4% depuis 2016. Ces taxes représentent une part importante des recettes de fonctionnement (42,2 %) et pèsent ainsi sur la baisse globale des recettes de fonctionnement :

| K€               | TF & TH       |
|------------------|---------------|
| <b>2016</b>      | 31 600        |
| <b>2017</b>      | 31 828        |
| <b>2018</b>      | 30 635        |
| <b>2018/2016</b> | <b>-3,9 %</b> |

**Le produit de la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE)** qui pèse pour 4,4 % dans les recettes de fonctionnement est aussi en baisse :

| K€               | CVAE           |
|------------------|----------------|
| <b>2016</b>      | 4 474          |
| <b>2017</b>      | 3 133          |
| <b>2018</b>      | 3 196          |
| <b>2018/2016</b> | <b>-28,6 %</b> |



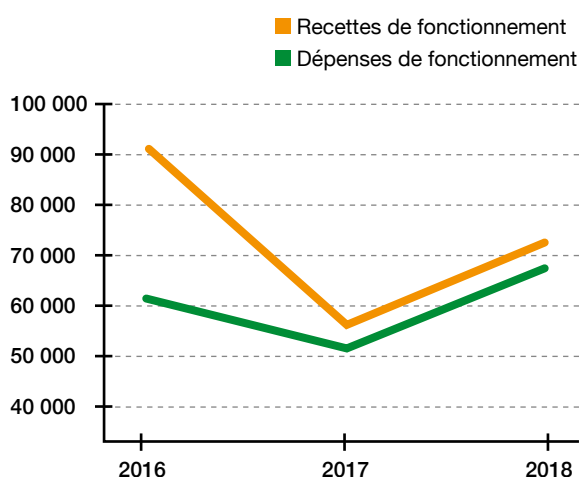
La DGF représente 21 % des recettes de fonctionnement. Depuis 2013, l'Etat a versé 4,3 M€ de DGF en moins. Cette baisse est principalement due au prélèvement sur la dotation d'intercommunalité (DI) de la contribution au redressement des finances publiques (CRFP) de 2014 à 2017. Par ailleurs, la baisse s'explique aussi par l'écrêtement annuel appliqué à la dotation de

compensation (DC) pour financer la hausse de la péréquation nationale et les évolutions de la carte intercommunale.

La DGF des EPCI diminue encore en 2018 malgré la fin de la baisse des dotations, la très légère hausse de la dotation intercommunalité ne permettant pas de couvrir la baisse de la dotation de compensation liée à la poursuite de l'écrêtement.

| K€                | 2013          | 2014<br>-<br>2015 | 2014          | 2015<br>-<br>2014 | 2015          | 2016<br>-<br>2015 | 2016          | 2017<br>-<br>2016 | 2017          | 2018<br>-<br>2017 | 2018          | 2018<br>-<br>2013 |
|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| DI <sup>4</sup>   | 12 159        | -287              | 11 873        | -1 383            | 10 490        | -1 645            | 8 845         | -287              | 8 557         | 7                 | 8 564         | -3 595            |
| DC <sup>5</sup>   | 7 416         | -80               | 7 335         | -160              | 7 175         | -139              | 7 036         | -196              | 6 841         | -143              | 6 698         | -718              |
| <b>DGF totale</b> | <b>19 575</b> | <b>-367</b>       | <b>19 208</b> | <b>-1 543</b>     | <b>17 665</b> | <b>-1 784</b>     | <b>15 881</b> | <b>-483</b>       | <b>15 398</b> | <b>-136</b>       | <b>15 262</b> | <b>-4 313</b>     |

### EPCI DE GUYANE : DÉPENSES ET RECETTES DE FONCTIONNEMENT (K€)



Au total, les recettes ont diminué plus vite que les dépenses.

### 1.3 Diminution de l'épargne brute

Compte tenu d'un effet de ciseaux sur le fonctionnement, les dépenses augmentant de 10,8 % et les recettes diminuant de 20,2 %, l'épargne brute se réduit fortement sur la période étudiée :

| K€               | Epargne brute (CAF) |
|------------------|---------------------|
| <b>2016</b>      | 29 730              |
| <b>2017</b>      | 4 200               |
| <b>2018</b>      | 5 433               |
| <b>2018/2016</b> | <b>-81,7 %</b>      |

## 2. Section d'investissement

### 2.1 Baisse des recettes d'investissement

Les recettes d'investissement baissent fortement.

A noter aussi la baisse du FCTVA en lien avec la baisse des investissements des années précédentes.

| K€   | 2016   | 2017  | 2018  | 2018/2016 |
|--|--------|-------|-------|-----------|
| <b>Recettes d'investissement hors emprunts</b>                       | 11 874 | 4 112 | 2 431 | -92,0 %   |
| <i>dont FCTVA</i>  | 3 354  | 1 043 | 268   | -75,3 %   |
| <i>dont autres dotations et subventions</i>                          | 8 493  | 3 028 | 2 095 | 161,5 %   |
| <i>dont autres recettes réelles d'investissement (hors emprunts)</i> | 26     | 40    | 68    | -92,0 %   |

<sup>4</sup>DI : dotation d'intercommunalité, <sup>5</sup>DC : dotation de compensation

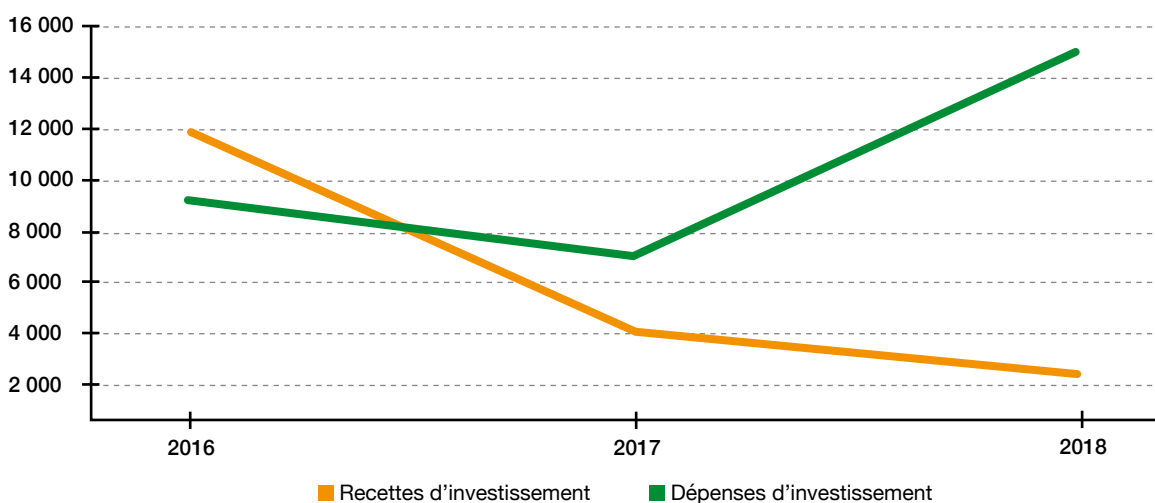
## 2.2 Après une baisse en 2017, les dépenses d'investissement augmentent en 2018

Les dépenses d'équipement représentent 99,7 % des dépenses d'investissement (72,8 % pour les

EPCI France entière). Elles remontent en 2018 et enregistrent une hausse globale de 69,5 % sur la période :

| K€  | 2016  | 2017  | 2018   | 2018/2016 |
|---|-------|-------|--------|-----------|
| <b>Dépenses d'investissement hors remboursement</b> | 9 201 | 7 055 | 14 989 | 62,9 %    |
| <i>dont dépenses d'équipement</i>                   | 8 820 | 6 776 | 14 948 | 69,5 %    |

### EPCI DE GUYANE : DÉPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT (K€)



## 3. Un faible endettement

L'encours de dette total est faible à 5 M€ ce qui représente 1 an d'épargne brute environ. A noter l'absence d'emprunt depuis 2016 :

| K€                 | 2016  | 2017 | 2018 | 2018/2016 |
|--------------------|-------|------|------|-----------|
| Emprunts souscrits | 1 103 | 169  | 21   | -98,1 %   |

### SYNTHESE

**Les budgets des EPCI de Guyane sont marqués par un effet de ciseaux sur le fonctionnement mais leur situation reste équilibrée. Toutefois, les budgets des EPCI ont une faible surface financière par rapport notamment aux communes de Guyane.**

# Communes et intercommunalités de Martinique

## Organisation administrative : 34 communes et 3 communautés d'agglomération

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Martinique compte 34 communes et 3 communautés d'agglomération.

## Une population en baisse

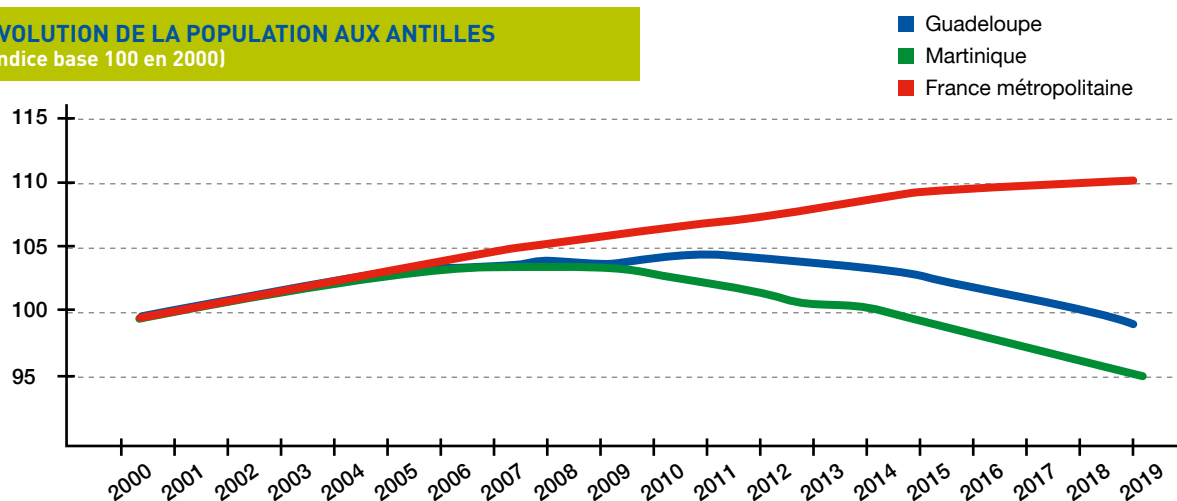
La population de la Martinique compte 380 877 habitants, soit 17,7 % de la population ultramarine et 0,06 % de la population française. La densité de population est 3,3 fois supérieure à la densité nationale.

La population est en baisse de 3,4 % par rapport à 2013. La diminution de la population en Martinique s'explique par son solde migratoire déficitaire, le solde naturel ne compensant pas le solde migratoire.

| 2018  | Martinique     | Outre-mer | France     |
|---|----------------|-----------|------------|
| Population <sup>(a)</sup>   | <b>380 877</b> | 2 145 977 | 66 446 798 |
| Taux de croissance de la population entre 2013 et 2018 (en %)                     | <b>-3,4</b>    | +5,5      | +2,5       |
| Superficie (en km <sup>2</sup> )  | <b>1 128</b>   | 89 168    | 633 109    |
| Densité (en habitants / km <sup>2</sup> )   | <b>338</b>     | 24        | 105        |
| Nombre de communes au 1 <sup>er</sup> janvier 2018                                | <b>34</b>      | 129       | 35 357     |
| Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants (en %) | <b>73,9</b>    | 84,9      | 50,0       |
| Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines (en %)               | <b>83,2</b>    | 83,4      | 82,9       |

Source : DGCL

## ÉVOLUTION DE LA POPULATION AUX ANTILLES (Indice base 100 en 2000)



Source : INSEE

## Un PIB par habitant inférieur au PIB par habitant France entière

Le taux de chômage est élevé à 17,6 %. Le PIB par habitant à près de 24 K€ est inférieur de 27 % au PIB par habitant France entière.

| 2018  | Martinique | Outre-mer | France    |
|---|------------|-----------|-----------|
| Part de la population de moins de 20 ans (en %) | 23,2       | 33,1      | 24,4      |
| Part de la population de 60 ans et plus (en %)  | 27,6       | 17,6      | 25,6      |
| Taux d'activité des 15-64 ans (en %)            | 71,0       | n.d.      | 73,5      |
| Taux de chômage (en %)                          | 17,6       | n.d.      | 10,1      |
| PIB (En millions d'euros)                       | 9 069      | 41 692    | 2 194 200 |
| PIB régionaux (En euros / habitant)             | 23 900     | 19 591    | 32 967    |
| PIB (En euros / emploi)                         | 68 119     | 65 074    | 79 773    |

Source : DGCL

# A

## COMMUNES DE MARTINIQUE

### Compte de gestion 2016, 2017 et 2018

#### 1. Section de fonctionnement : l'évolution des dépenses est inférieure à celle des recettes

##### 1.1 Stabilité des dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement restent stables depuis 2016 en raison de la baisse des achats et charges externes (-7,8 % de 2016 à 2018) et des charges financières (-18,1 %) notamment.

L'augmentation des dépenses de personnel reste modérée (+3,7 % entre 2016 et 2018).

Les dépenses de personnel représentent 66% des dépenses réelles de fonctionnement en 2018, la moyenne nationale étant à 55 %. Toutefois, l'ensemble des dépenses de personnel du bloc communal de Martinique (communes + EPCI) représente 55,6 % des dépenses de fonctionnement, soit une proportion plus proche du niveau national (50,7 %).

| K€  | 2016    | 2017    | 2018    | 2018/2016 |
|---|---------|---------|---------|-----------|
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement</b> | 521 677 | 519 998 | 522 430 | 0,1 %     |
| <i>dont achats et charges externes</i>    | 76 702  | 69 612  | 70 743  | -7,8 %    |
| <i>dont frais de personnel</i>            | 328 388 | 337 582 | 340 595 | 3,7 %     |
| <i>dont charges financières</i>           | 14 764  | 13 182  | 12 087  | -18,1 %   |

Au total, les dépenses de fonctionnement n'augmentent pas depuis 2016 alors que les recettes de fonctionnement progressent de 5 % entre 2016 et 2018.

##### 1.2 Augmentation des recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement sont composées pour l'essentiel de l'octroi de mer, des recettes de taxes foncières et d'habitation et de la DGF. Ainsi les recettes réelles de fonctionnement 2018 se sont élevées à 540 M€ dont 36 % au titre de l'octroi de mer, 30 % au titre des taxes foncières et d'habitation, 15 % au titre de la DGF.

**Le produit de l'octroi de mer** stagne en 2017 par rapport à 2016 ; 2018 enregistre une hausse de 4,9 %, soit près de 9 M€ de recettes supplémentaires. Il peut s'agir d'un « effet de rattrapage » en 2018.

| K€               | Produit de l'octroi de mer |
|------------------|----------------------------|
| <b>2016</b>      | 182 677                    |
| <b>2017</b>      | 182 987                    |
| <b>2018</b>      | 191 946                    |
| <b>2018/2016</b> | <b>5 %</b>                 |

**Le produit des taxes foncières (TF) et d'habitation (TH)** est en augmentation. Toutefois, la qualité des bases fiscales reste inférieure à celles de la métropole et doit être améliorée. Une action récente de l'administration fiscale en Martinique a permis la détection automatique d'une liste de biens fortement suspicieux (800 piscines et 1 700 bâtis) au moyen d'un algorithme auto-apprenant, par confrontation de vues aériennes avec le plan cadastral.

| K€               | TF & TH      |
|------------------|--------------|
| <b>2016</b>      | 153 998      |
| <b>2017</b>      | 155 583      |
| <b>2018</b>      | 160 986      |
| <b>2018/2016</b> | <b>4,5 %</b> |

Un croisement entre le plan et Majic a notamment permis de mettre en évidence 64 piscines non répertoriées dans les bases fiscales.

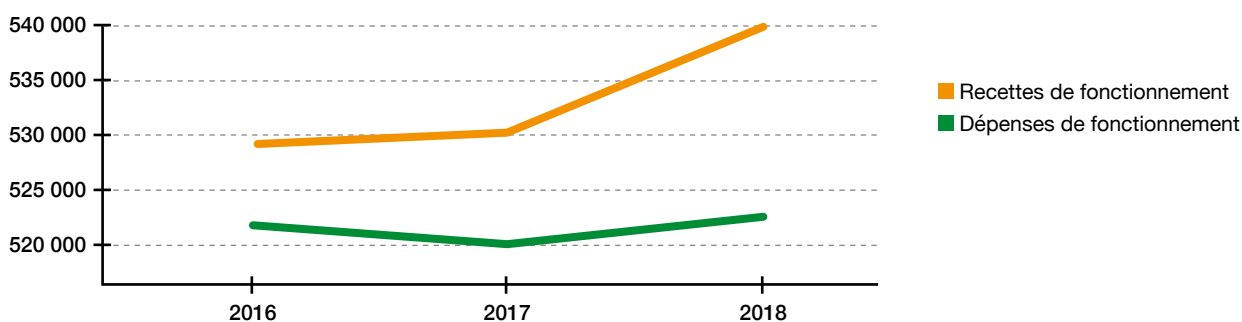
**La DGF** est en baisse de 17,3 M€ entre 2013 et 2017 : cette situation est due notamment à la contribution au redressement des finances publiques (CRFP) à laquelle s'ajoute l'écrêtement opéré sur la dotation forfaitaire pour financer la hausse de la péréquation nationale. La baisse est aussi due à la réduction continue de la population. Si la DACOM<sup>1</sup> est en hausse chaque année, cette augmentation n'a cependant pas compensé les baisses de dotation forfaitaire. En effet, contrairement à la métropole où les progressions de la DSU et de la DSR sont ciblées prioritairement sur les communes les plus en difficulté, les augmentations de la DACOM sont réparties sur l'ensemble des communes.

A noter que même si l'octroi de mer a été déduit du calcul de la CRFP à partir de 2016 (loi de finances pour 2016), cette adaptation a certes permis d'atténuer les baisses de dotation forfaitaire mais n'a pas empêché les baisses supplémentaires de DGF en 2016 et 2017.

En 2018, année de la fin de la CRFP, la DGF augmente à nouveau. A noter cependant que cette augmentation est due à l'augmentation de la DACOM, la dotation forfaitaire enregistrant une nouvelle baisse due à l'écrêtement opéré au profit de la péréquation nationale ainsi qu'à la baisse continue de la population.

| K€                          | 2013          | 2014 - 2013   | 2014          | 2015 - 2014   | 2015          | 2016 - 2015   | 2016          | 2017 - 2016 | 2017          | 2018 - 2017 | 2018          | 2018 - 2013    |
|-----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|----------------|
| <b>Dotation forfaitaire</b> | 72 647        | -4 565        | 68 082        | -10 266       | 57 816        | -7 034        | 50 782        | -3 606      | 47 176        | -500        | 46 676        | -25 971        |
| <b>DACOM</b>                | 25 824        | 654           | 26 478        | 2 002         | 28 480        | 1 980         | 30 460        | 2 720       | 33 180        | 1 221       | 34 401        | 8 577          |
| <b>DGF</b>                  | <b>98 471</b> | <b>-3 911</b> | <b>94 560</b> | <b>-8 264</b> | <b>86 295</b> | <b>-5 053</b> | <b>81 242</b> | <b>-887</b> | <b>80 355</b> | <b>722</b>  | <b>81 077</b> | <b>-17 394</b> |

#### COMMUNES DE MARTINIQUE : DÉPENSES ET RECETTES DE FONCTIONNEMENT (K€)



Au total, les recettes augmentent et les dépenses stagnent.

<sup>1</sup>Dotation d'aménagement des communes et circonscriptions territoriales d'outre-mer

### 1.3 Augmentation de l'épargne brute

Entre 2016 et 2018, les recettes réelles de fonctionnement augmentent tandis que les dépenses de fonctionnement stagnent. Cette évolution de la section de fonctionnement conduit à une forte augmentation de l'épargne brute qui passe ainsi de 7,7 M€ en 2016 à 17,5 M€ :

| K€               | Epargne brute (CAF) |
|------------------|---------------------|
| <b>2016</b>      | 7 724               |
| <b>2017</b>      | 10 331              |
| <b>2018</b>      | 17 565              |
| <b>2018/2016</b> | <b>70,0 %</b>       |

## 2. Section d'investissement

### 2.1 Dépenses d'investissement en baisse

En 2017, dernière année de baisse des dotations, les dépenses d'investissement sont en baisse de 7,6%. Cette évolution est principalement due à la baisse des dépenses d'équipement qui représentent 86% des investissements : les dépenses d'équipement enregistrent en effet une baisse de 23,3% entre 2016 et 2018.

| K€  | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|---|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Dépenses d'investissement hors remboursement</b> | 50 675 | 46 819 | 43 052 | -15,0 %   |
| <i>dont dépenses d'équipement</i>                   | 48 199 | 43 241 | 36 954 | -23,3 %   |

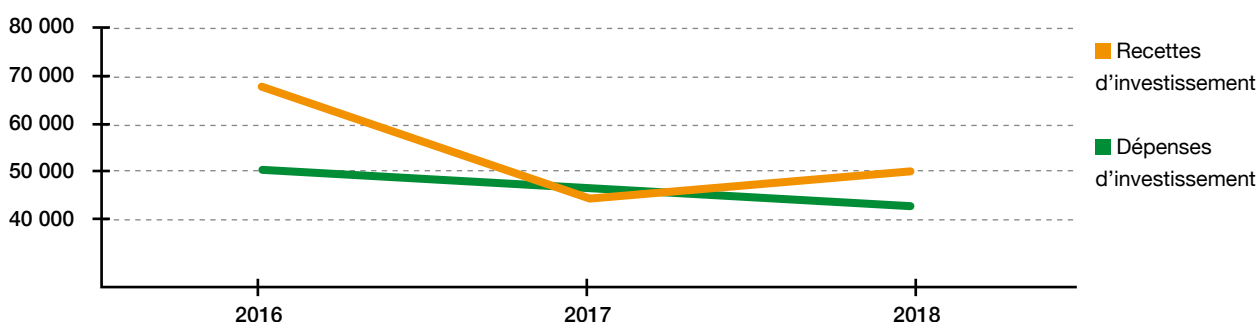
### 2.2 Recettes d'investissement en baisse

Après une baisse des recettes d'investissement en 2017, 2018 enregistre une hausse principalement due à l'augmentation des dotations et subventions.

A noter la baisse du FCTVA en raison de la baisse des dépenses d'investissement : le FCTVA est en effet réduit de près de 65 % entre 2016 et 2018.

| K€   | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|--|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Recettes d'investissement hors emprunts</b>                       | 68 042 | 45 203 | 50 496 | -25,8 %   |
| <i>dont FCTVA</i>  | 14 318 | 9 761  | 5 045  | -64,8 %   |
| <i>dont autres dotations et subventions</i>                          | 46 019 | 32 165 | 39 200 | -14,8 %   |
| <i>dont autres recettes réelles d'investissement (hors emprunts)</i> | 7 705  | 3 277  | 6 250  | -18,9 %   |

#### COMMUNES DE MARTINIQUE : DÉPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT (K€)



### 2.3 Un endettement en baisse

Compte tenu de l'inflexion des investissements, le recours à l'emprunt se réduit et son montant est inférieur à l'amortissement de la dette. Ainsi, les communes de Martinique réduisent leur encours global de 4,4 % entre 2016 et 2018.

Cependant, le niveau d'endettement reste élevé, la capacité de désendettement s'élevant en effet à plus de 22 ans soit un niveau supérieur au seuil d'alerte qui est de 12 ans.

| K€        | Encours total de la dette au 31 décembre |
|-----------|--|
| 2016      | 414 892                                  |
| 2017      | 400 781                                  |
| 2018      | 396 769                                  |
| 2018/2016 | -4,4 %                                   |

## SYNTHESE

Si les communes de Martinique enregistrent une évolution des recettes de fonctionnement supérieure à celle des recettes entre 2016 et 2018, l'endettement reste élevé alors que les investissements baissent.

La situation globale reste fragile et en déséquilibre structurel, la charge de la dette en capital étant supérieure à l'épargne brute :

| K€                                 | 2016   | 2017   | 2018   |
|------------------------------------|--------|--------|--------|
| Epargne brute (CAF)                | 7 724  | 10 331 | 17 565 |
| Remboursement d'emprunts ou dettes | 38 994 | 35 179 | 31 021 |

# B

## INTERCOMMUNALITÉS DE MARTINIQUE

### Compte de gestion 2016, 2017 et 2018

La Martinique compte 7 syndicats et 3 communautés d'agglomération. L'analyse porte sur les 3 communautés d'agglomération (CA).

### 1. Forte baisse en volume de la section de fonctionnement

La baisse continue de la population depuis plusieurs années conduit à une réduction du budget des EPCI de Martinique. Ainsi, les dépenses de fonctionnement ont baissé de 8,3 % et les recettes de 4,4 %.

| K€                                       | 2016    | 2018    | 2018/2016 |
|--|---------|---------|-----------|
| Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) | 184 422 | 169 154 | -8,3 %    |
| Recettes réelles de fonctionnement       | 195 320 | 186 713 | -4,4 %    |

### 1.1 Des dépenses de fonctionnement en baisse

La baisse provient pour l'essentiel de la réduction de 26 % des achats et charges externes (entretien et réparations, fournitures, contrats de prestations de services, etc.), et qui représentent près de 40 % des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses de personnel pèsent pour 26,3 % dans le total des dépenses de fonctionnement (au niveau national, cette proportion est de 38 %).

Les dépenses faiblement élastiques comme les dépenses de personnel augmentent :

| K€  | 2016    | 2017    | 2018    | 2018/2016 |
|---|---------|---------|---------|-----------|
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement</b> | 184 422 | 251 324 | 169 154 | -8,3 %    |
| <i>dont achats et charges externes</i>    | 91 139  | 72 816  | 67 422  | -26,0 %   |
| <i>dont frais de personnel</i>            | 39 169  | 43 124  | 44 425  | 13,4 %    |
| <i>dont charges financières</i>           | 2 155   | 2 029   | 1 854   | -14,0 %   |

Comme pour les communes, la baisse des dépenses est aussi une conséquence de la baisse de la population.

### 1.2 Baisse des recettes de fonctionnement

La baisse de la population réduit aussi mécaniquement les recettes et notamment la DGF. Les recettes de fonctionnement baissent de 4,4 % entre 2016 et 2018 :

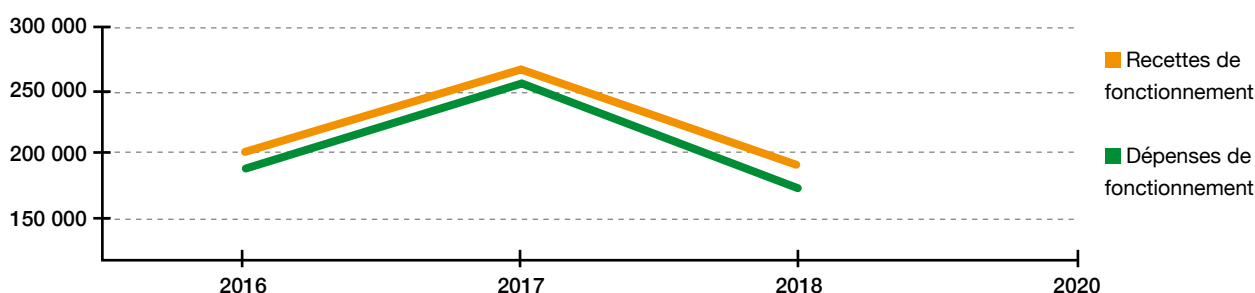
| K€  | 2016    | 2017    | 2018    | 2018/2016 |
|---|---------|---------|---------|-----------|
| <b>Recettes réelles de fonctionnement</b> | 195 320 | 262 100 | 186 713 | -4,4 %    |
| <i>dont impôts et taxes</i>               | 135 017 | 128 871 | 127 009 | -5,9 %    |
| <i>dont concours de l'État</i>            | 42 670  | 38 745  | 34 943  | -18,1 %   |

**La baisse des recettes est due en premier lieu à la baisse du produit des taxes foncières (TF) (-1 %) et de la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) :** cette baisse des taxes foncières impacte fortement les budgets des EPCI, le produit des taxes foncières représentant en effet 43,5 % des recettes réelles de fonctionnement.

La CVAE représente 7 % des recettes réelles de fonctionnement. Son dynamisme est beaucoup plus faible en Outre-mer. En Martinique la CVAE a baissé de -1,3 % entre 2016 et 2018 alors qu'elle a augmenté de +4,3 % en 2017 et 0,8 % en 2018 France entière.

| K€               | TF          | CVAE          |
|------------------|-------------|---------------|
| <b>2016</b>      | 82 128      | 13 154        |
| <b>2017</b>      | 80 490      | 13 722        |
| <b>2018</b>      | 81 295      | 12 980        |
| <b>2018/2016</b> | <b>-1 %</b> | <b>-1,3 %</b> |

#### EPCI DE MARTINIQUE : DÉPENSES ET RECETTES DE FONCTIONNEMENT (K€)





La DGF représente 14,6 % des recettes réelles de fonctionnement des EPCI de Martinique. La DGF des EPCI est en baisse continue depuis 2013. Malgré les contributions au redressement des finances locales (CRFP) appliquées dès 2014, l'enveloppe totale de DGF attribuée aux EPCI de Martinique est en hausse en 2014 et ne baisse qu'à compter de 2015 :

- la hausse constatée en 2014 est due à la transformation d'une communauté de communes en communauté d'agglomération au 1/1/2014;

- entre 2015 et 2017, la DGF est en baisse sous l'effet des contributions prélevées sur les EPCI;
- en 2018, malgré l'arrêt de la baisse des dotations, la diminution se poursuit, mais à un rythme plus faible. Cette diminution est liée à la baisse de population, à l'écrêtement annuel appliqué à la dotation de compensation (DC) et aux contraintes inhérentes à la répartition d'une enveloppe fermée.

| K€                | 2013          | 2014<br>-<br>2013 | 2014          | 2014<br>-<br>2015 | 2015          | 2016<br>-<br>2015 | 2016          | 2017<br>-<br>2016 | 2017          | 2018<br>-<br>2017 | 2018          | 2018<br>-<br>2014 |
|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| DI <sup>2</sup>   | 24 430        | 1 614             | 26 044        | -17,3%            | 21 549        | -23,0%            | 16 589        | -7,2%             | 15 395        | -3,4%             | 14 865        | -11 179           |
| DC <sup>3</sup>   | 13 196        | 385               | 13 581        | -2,2%             | 13 284        | -1,9%             | 13 028        | -2,8%             | 12 665        | -2,1%             | 12 401        | -1 180            |
| <b>DGF totale</b> | <b>37 627</b> | <b>1 998</b>      | <b>39 625</b> | <b>-12,1%</b>     | <b>34 833</b> | <b>-15,0%</b>     | <b>29 617</b> | <b>-5,3%</b>      | <b>28 060</b> | <b>-2,8%</b>      | <b>27 266</b> | <b>-12 359</b>    |

### 1.3 Epargne brute

Compte tenu de la baisse des dépenses de fonctionnement deux fois plus forte que la baisse des recettes, l'épargne brute augmente :

| K€               | Epargne brute (CAF) |
|------------------|---------------------|
| <b>2016</b>      | 10 898              |
| <b>2017</b>      | 10 776              |
| <b>2018</b>      | 17 558              |
| <b>2018/2016</b> | <b>61,1 %</b>       |

## 2. Section d'investissement

### 2.1 Des dépenses d'investissements en hausse en 2018

Les dépenses d'équipement représentent 50,7 % des investissements, soit une proportion inférieure au niveau national (72,8 %).

La hausse des dépenses d'investissement des EPCI de Martinique est portée par une hausse des subventions d'équipement versées.

A contrario, la baisse des dépenses d'équipement est de 14 % depuis 2016.

| K€  | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|---|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Dépenses d'investissement hors remboursement</b>                 | 16 498 | 10 909 | 19 985 | 21,1 %    |
| <i>dont dépenses d'équipement</i>                                   | 11 777 | 9 753  | 10 133 | -14,0 %   |
| <i>dont subventions d'équipement versées</i>                        | 850    | 867    | 9 094  | 969,9 %   |
| <i>dont autres dépenses réelles (hors remboursement d'emprunts)</i> | 3 870  | 288    | 758    | -80,4 %   |

### 2.2 Des recettes d'investissement en hausse

La croissance des dépenses est en lien avec l'augmentation de l'épargne brute et permise par

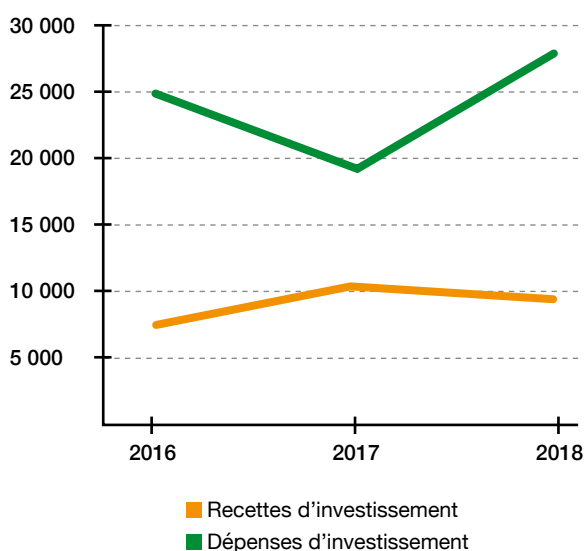
une hausse des recettes.

A noter l'augmentation du FCTVA en lien avec la hausse de l'investissement.

<sup>2</sup>DI : dotation d'intercommunalité, <sup>3</sup>DC : dotation de compensation

| K€   | 2016  | 2017   | 2018  | 2018/2016 |
|--|-------|--------|-------|-----------|
| <b>Recettes d'investissement hors emprunts</b>                       | 7 737 | 10 304 | 9 805 | 26,7 %    |
| <i>dont FCTVA</i>  | 1 190 | 891    | 2 667 | 124,1 %   |
| <i>dont autres dotations et subventions</i>                          | 4 599 | 6 220  | 2 213 | -51,9 %   |
| <i>dont autres recettes réelles d'investissement (hors emprunts)</i> | 1 946 | 3 192  | 4 924 | 153,0 %   |

#### EPCI DE MARTINIQUE : DÉPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT (K€)



### 3. Un endettement en baisse

L'encours de dette est en baisse depuis 2016, passant de 81,2 M€ à 80,8 M€ en raison d'un flux annuel d'emprunt inférieur à l'amortissement de la dette. La capacité de désendettement se renforce et passe de 7,5 ans en 2016 à 4,6 ans en 2018 soit un niveau comparable au niveau national qui est de 4,4 ans en 2018 pour l'ensemble des EPCI.

Le montant de l'épargne brute couvre le capital de la dette :

| K€          | Epargne brute (CAF) | Remboursement d'emprunts ou dettes |
|-------------|---------------------|------------------------------------|
| <b>2016</b> | 10 898              | 8 114                              |
| <b>2017</b> | 10 776              | 8 353                              |
| <b>2018</b> | 17 558              | 7 748                              |

Enfin, les charges financières sont en diminution :

| K€               | Charges financières |
|------------------|---------------------|
| <b>2016</b>      | 2 155               |
| <b>2017</b>      | 2 029               |
| <b>2018</b>      | 1 854               |
| <b>2018/2016</b> | <b>-14 %</b>        |

## SYNTHESE

En 2016, la situation financière des EPCI de Martinique se dégrade : la clôture de l'exercice est légèrement négative en lien avec une forte baisse des recettes (-4,2 % pour les recettes de fonctionnement et -39,2 % pour les recettes d'investissement). Celles-ci sont lourdement impactées par la baisse des dotations de fonctionnement et par la diminution des subventions reçues (respectivement -15 % et -27,8 %).

A partir de 2017, la situation financière des EPCI est à l'équilibre en raison notamment des fortes baisses de la section de fonctionnement tant en dépenses qu'en recettes.

En investissement on peut noter la montée en charge des subventions d'équipement versées alors que les dépenses d'équipement réalisées par les EPCI stagnent, la hausse des dépenses d'investissement étant due à la hausse des subventions versées.

Les ratios de dette sont par ailleurs proches des moyennes nationales.

# Communes et intercommunalités de Mayotte

## Organisation administrative : 17 communes et 5 EPCI à fiscalité propre<sup>1</sup>

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, Mayotte compte 17 communes, 4 communautés de communes et une communauté d'agglomération.

## Une population en forte hausse

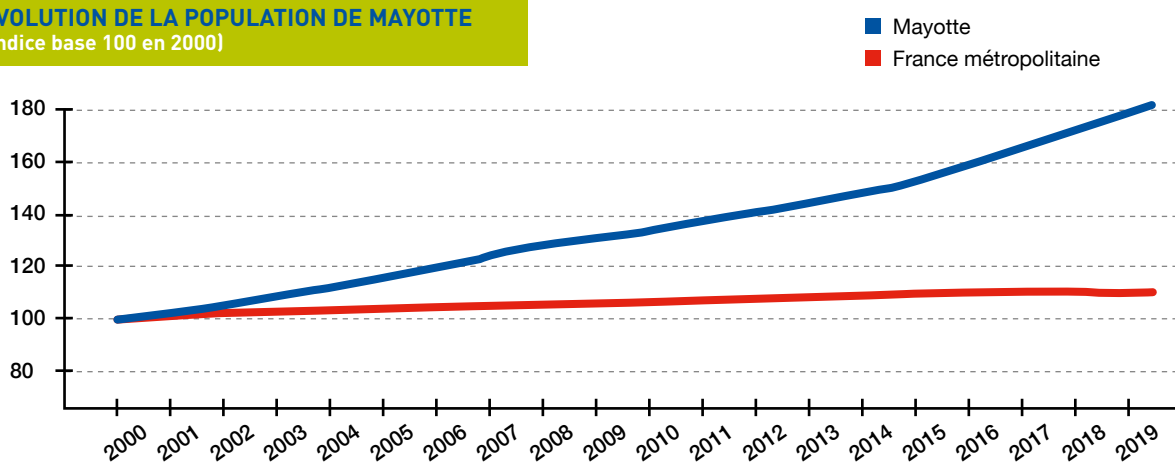
La population de Mayotte compte 256 518 habitants, soit 12 % de la population ultramarine et 0,04 % de la population française. La population est en hausse de 37,6 % par rapport à 2013.

À noter la faible superficie de Mayotte de 374 km<sup>2</sup> qui implique une forte densité de population de 685 habitants au km<sup>2</sup>, soit un niveau 6,5 fois plus élevé que la densité France entière.

| 2018  | Mayotte | Outre-mer | France     |
|---|---------|-----------|------------|
| Population  | 256 518 | 2 145 977 | 66 446 798 |
| Taux de croissance de la population entre 2013 et 2018 (en %)                     | +37,6   | +5,5      | +2,5       |
| Superficie (en km <sup>2</sup> )  | 374     | 89 168    | 633 109    |
| Densité (en habitants / km <sup>2</sup> )   | 685     | 24        | 105        |
| Nombre de communes au 1 <sup>er</sup> janvier 2018                                | 17      | 129       | 35 357     |
| Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants (en %) | 81,2    | 84,9      | 50,0       |
| Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines (en %)               | 88,6    | 83,4      | 82,9       |

Source : DGCL Population du dernier recensement disponible INSEE

## EVOLUTION DE LA POPULATION DE MAYOTTE (Indice base 100 en 2000)



Source : INSEE

<sup>1</sup>Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre

## Un PIB par habitant très faible et une population extrêmement jeune

Le taux de chômage est élevé à 27,1 %. Le PIB par habitant est très faible à 8,6K€ et inférieur de 73 % au PIB par habitant France entière. 85 % de la population mahoraise vit sous le seuil de pauvreté.

| 2018  | Mayotte | Outre-mer | France    |
|---|---------|-----------|-----------|
| Part de la population de moins de 20 ans (en %) | 54,5    | 33,1      | 24,4      |
| Part de la population de 60 ans et plus (en %)  | 4,1     | 17,6      | 25,6      |
| Taux d'activité des 15-64 ans (en %)            | 50,5    | n.d.      | 73,5      |
| Taux de chômage (en %)                          | 27,1    | n.d.      | 10,1      |
| PIB régionaux (En K€)                           | 2 035   | 41 692    | 2 194 200 |
| PIB régionaux (En euros / habitant)             | 8 661   | 19 591    | 32 967    |
| PIB régionaux (En euros / emploi)               | 45 415  | 65 074    | 79 773    |

# A

## COMMUNES DE MAYOTTE

### Compte de gestion 2016, 2017 et 2018

## 1. Section de fonctionnement : l'augmentation des dépenses est moindre que celle des recettes

### 1.1 Dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses de personnel représentent plus de 67 % des dépenses de fonctionnement (55,6 % pour les communes France entière). Toutefois, l'écart avec le niveau national se réduit si l'on considère l'ensemble du bloc communal, communes et EPCI de Mayotte. Ainsi, les dépenses de personnel des communes et EPCI mahorais représentent 54 % des dépenses de fonctionnement contre 50,7 % au niveau national.

L'augmentation de 15,3 % des dépenses de personnel entre 2016 et 2018 est due notamment à la mise en place de l'indexation des salaires de la fonction publique territoriale à Mayotte visant à un rattrapage et prévoyant une augmentation de 10 % par an de 2013 à 2017.

| K€  | 2016    | 2017    | 2018    | 2018/2016 |
|---|---------|---------|---------|-----------|
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement</b> | 133 404 | 148 594 | 140 585 | 5,4 %     |
| <i>dont achats et charges externes</i>    | 27 886  | 26 160  | 25 329  | -9,2 %    |
| <i>dont frais de personnel</i>            | 82 366  | 97 035  | 95 121  | 15,5 %    |
| <i>dont charges financières</i>           | 767     | 724     | 768     | 0 %       |

## 1.2 Recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement sont composées pour l'essentiel de l'octroi de mer, des recettes de taxes foncières et de taxe d'habitation et de la DGF. En 2018 elles se sont élevées à 159, 3M€ dont 38 % au titre de l'octroi de mer, 9 % au titre des taxes foncières et de la taxe d'habitation et 39 % au titre de la DGF.

| K€  | 2016    | 2017    | 2018    | 2018/2016 |
|---|---------|---------|---------|-----------|
| <b>Recettes réelles de fonctionnement</b> | 145 758 | 157 241 | 159 384 | 9,3 %     |
| <i>dont impôts et taxes</i>               | 74 604  | 81 869  | 79 261  | 6,2 %     |
| <i>dont concours de l'Etat</i>            | 53 139  | 57 254  | 64 332  | 21,1 %    |

**La DGF** des communes de Mayotte augmente de façon continue.

La baisse des dotations (CRFP : contribution au redressement des finances publiques) ne s'est pas appliquée aux communes de Mayotte qui ne sont pas non plus soumises à l'écrêtement.

Le recensement de la population n'intervenant que tous les 5 ans (2012 et 2017), la dotation forfaitaire reste stable entre 2013 et 2017 puis augmente fortement en 2018, du fait de l'intégration des résultats du dernier recensement et de la forte dynamique démographique.

Entre les deux recensements, la DGF totale des communes de Mayotte augmente grâce à la DACOM. A noter deux augmentations plus importantes de la DACOM sur la période étudiée :

- une augmentation de 3,5 M€ en 2017 : l'actualisation de la population intervenant tous les 5 ans et non tous les ans comme en métropole, la DACOM a été abondée de 2 M€ en compensation ;
- une augmentation de 2,7 M€ en 2018 : cette hausse résulte de l'intégration des résultats du recensement de la population en 2017.

| K€                          | 2013          | 2014<br>-<br>2013 | 2014          | 2015<br>-<br>2014 | 2015          | 2016<br>-<br>2015 | 2016          | 2017<br>-<br>2016 | 2017          | 2018<br>-<br>2017 | 2018          | 2018<br>-<br>2013 |
|-----------------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| <b>Dotation forfaitaire</b> | 33 255        | 20                | 33 275        | 0                 | 33 275        | 0                 | 33 275        | 0                 | 33 275        | 4 898             | 38 174        | 4 919             |
| <b>DACOM</b>                | 13 915        | 399               | 14 314        | 1 239             | 15 554        | 1 024             | 16 579        | 3 540             | 20 120        | 2 768             | 22 887        | 8 972             |
| <b>DGF</b>                  | <b>47 170</b> | <b>419</b>        | <b>47 589</b> | <b>1 239</b>      | <b>48 829</b> | <b>1 024</b>      | <b>49 854</b> | <b>3 540</b>      | <b>53 395</b> | <b>7 666</b>      | <b>61 061</b> | <b>13 891</b>     |

**Le produit de l'octroi de mer** représente 76 % des recettes fiscales des communes mahoraises. Le produit de la taxe progresse de plus 30 % au cours de la période en lien avec l'évolution des importations (+3,2 % en 2016, +6,8 % en 2017) et le transfert progressif de la part du Département jusqu'en 2020, date à laquelle les communes mahoraises percevront la totalité des recettes de l'octroi de mer.

| K€               | Produit de l'octroi de mer |
|------------------|----------------------------|
| <b>2016</b>      | 44 548                     |
| <b>2017</b>      | 50 547                     |
| <b>2018</b>      | 60 358                     |
| <b>2018/2016</b> | <b>36 %</b>                |

**Les taxes foncières (TF) et d'habitation (TH)** représentent une faible part de recettes de fonctionnement, soit 9% contre 43% pour l'ensemble des communes au niveau national.

L'analyse des comptes de gestion révèle en outre une baisse du produit de ces taxes.

Les produits des impôts directs locaux sont particulièrement faibles en l'absence de recensement exhaustif des bases fiscales et des difficultés du recouvrement lié aux carences dans l'adressage notamment. Il convient cependant de rappeler que le recensement des bases fiscales et leur bonne tenue ainsi que le recouvrement des impôts directs locaux relèvent de l'entière responsabilité de l'Etat. La fiscalité locale mahoraise est caractérisée par des valeurs locatives de référence datant de 2012, et donc la mise en place récente du régime de droit commun de la fiscalité locale. Compte tenu des

écarts en termes de montants des valeurs locatives par rapport à la métropole (valeurs établies dans les années 1970) et pour corriger ce décalage, la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation « relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique » a instauré à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 un abattement de 60% des valeurs locatives pour l'établissement des bases de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe d'habitation.

| K€               | TF & TH      |
|------------------|--------------|
| <b>2016</b>      | 24 406       |
| <b>2017</b>      | 25 491       |
| <b>2018</b>      | 13 631       |
| <b>2018/2016</b> | <b>-56 %</b> |

### 1.3 Augmentation de l'épargne brute

L'augmentation des recettes de fonctionnement (+9,3 % de 2016 à 2018) étant supérieure à l'augmentation des dépenses (+5,4 %), l'épargne brute augmente. L'essentiel de cette augmentation est en lien avec l'augmentation de l'octroi de mer qui augmente en effet de plus de 15 M€ entre 2016 et 2018.

| K€               | Epargne brute (CAF) |
|------------------|---------------------|
| <b>2016</b>      | 12 354              |
| <b>2017</b>      | 8 647               |
| <b>2018</b>      | 18 798              |
| <b>2018/2016</b> | <b>52,2 %</b>       |

## 2. Section d'investissement

### 2.1 Des recettes d'investissement en hausse

82 % des recettes d'investissement des communes mahoraises sont constituées de dotations et subventions, soit deux fois plus qu'au niveau national.

L'augmentation des recettes d'investissement est de 18,8 % entre 2016 et 2018. A noter l'augmentation du FCTVA en lien avec l'augmentation des dépenses d'investissement.

| K€   | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|--|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Recettes d'investissement hors emprunts</b>                       | 42 995 | 39 679 | 51 059 | 18,8 %    |
| <i>dont FCTVA</i>  | 5 636  | 8 943  | 8 459  | 50,1 %    |
| <i>dont autres dotations et subventions</i>                          | 37 302 | 29 138 | 42 091 | 12,8 %    |
| <i>dont autres recettes réelles d'investissement (hors emprunts)</i> | 55     | 1 597  | 508    | 823,6 %   |

### 2.2 Dépenses d'investissement en hausse

Les dépenses d'investissement augmentent de 20,6 % entre 2016 et 2018 en lien avec l'évolution de la capacité d'autofinancement (épargne brute). Ce sont les dépenses d'équipement qui bénéficient le plus de ces moyens supplémentaires. Les dépenses d'équipement constituent 97,8 % des dépenses d'investissement (contre 90 % au niveau national) et augmentent de plus de 18% sur la période 2016/2018.

| K€  | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|---|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Dépenses d'investissement hors remboursement</b>                       | 56 066 | 48 410 | 67 606 | 20,6 %    |
| <i>dont dépenses d'équipement</i>   | 55 918 | 48 147 | 66 129 | 18,3 %    |
| <i>dont subventions d'équipement versées</i>                              | 148    | 20     | 115    | -22,3 %   |
| <i>dont autres dépenses réelles d'investissement (hors remboursement)</i> | 0      | 242    | 1 360  | -         |

### 2.3 Un endettement modéré

De 2016 à 2018, l'encours de dette augmente mais reste modéré et la capacité de désendettement s'élève à 3,2 ans. Ainsi, les communes de Mayotte dans leur ensemble ont une capacité de désendettement inférieure à celle de l'ensemble des communes au niveau national (5,3 ans en 2018).

| K€        | Encours total de la dette au 31 décembre |
|-----------|--|
| 2016      | 36 595                                   |
| 2018      | 60 868                                   |
| 2018/2016 | 66,3 %                                   |

## SYNTHESE

La situation financière d'ensemble des communes de Mayotte reste équilibrée avec notamment :

- une épargne brute en augmentation,
- des investissements en développement ;
- un endettement modéré malgré la hausse des investissements.

Ces équilibres sont maintenus malgré un contexte économique où le PIB par habitant est très faible et des ressources fiscales encore en devenir.

# B

## INTERCOMMUNALITÉS DE MAYOTTE

### Compte de gestion 2016, 2017 et 2018

Mayotte compte au total 8 groupements de collectivités dont 3 syndicats, une communauté d'agglomération et 4 communautés de communes. L'analyse porte ainsi sur les 5 EPCI à fiscalité propre. Les EPCI de Mayotte ont été créés récemment entre 2014 et 2015. Cette création récente influe ainsi sur leur structure budgétaire.

### 1. Section de fonctionnement

#### 1.1 Des dépenses de fonctionnement en hausse

Les dépenses de fonctionnement constituent le principal poste budgétaire des EPCI. Depuis 2016, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de

plus de 33 %. Cette augmentation correspond au démarrage du fonctionnement des EPCI. Les dépenses de personnel ne représentent cependant que 12 % des dépenses de fonctionnement, soit trois fois moins qu'au niveau national.

| K€  | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|---|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement</b> | 14 465 | 18 279 | 19 238 | 33 %      |
| <i>dont achats et charges externes</i>    | 1 705  | 2 139  | 2 467  | 44 %      |
| <i>dont charges financières</i>           | -      | -      | -      | -         |

## 1.2 Des recettes de fonctionnement en hausse

L'évolution des recettes de fonctionnement depuis 2016 est la suivante :

| K€  | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|---|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Recettes réelles de fonctionnement</b> | 18 993 | 21 155 | 25 559 | 34,6 %    |
| <i>dont impôts locaux</i>                 | 9 975  | 11 980 | 9 365  | -6,1 %    |
| <i>dont concours de l'Etat</i>            | 4 389  | 7 577  | 9 759  | 122,4 %   |

**Le produit des taxes foncières (TF)** reste faible ainsi que le produit de **la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE)**. Les impôts locaux représentent au total 37 % des recettes réelles de fonctionnement. Comme pour les communes, la faiblesse du

produit fiscal résulte de la situation de grande pauvreté du territoire, mais aussi des retards dans le recensement des bases et dans la mise en place du cadastre qui relève de la responsabilité de l'Etat.

| K€               | TF & TH       |
|------------------|---------------|
| <b>2016</b>      | 8 513         |
| <b>2017</b>      | 9 080         |
| <b>2018</b>      | 7 760         |
| <b>2018/2016</b> | <b>-8,9 %</b> |

| K€               | CVAE        |
|------------------|-------------|
| <b>2016</b>      | 1 283       |
| <b>2017</b>      | 1 333       |
| <b>2018</b>      | 1 218       |
| <b>2018/2016</b> | <b>-6 %</b> |

**La DGF** représente 37 % des recettes de fonctionnement des EPCI. Compte tenu de la création récente des EPCI à Mayotte, la DGF leur a été versée à partir de 2015 au fur et à mesure de leur mise en place. Comme pour les communes, la DGF des EPCI de Mayotte n'a pas été soumise à la contribution au redressement des finances publiques (CRFP). Cela explique la progression continue de la DGF depuis 2015.

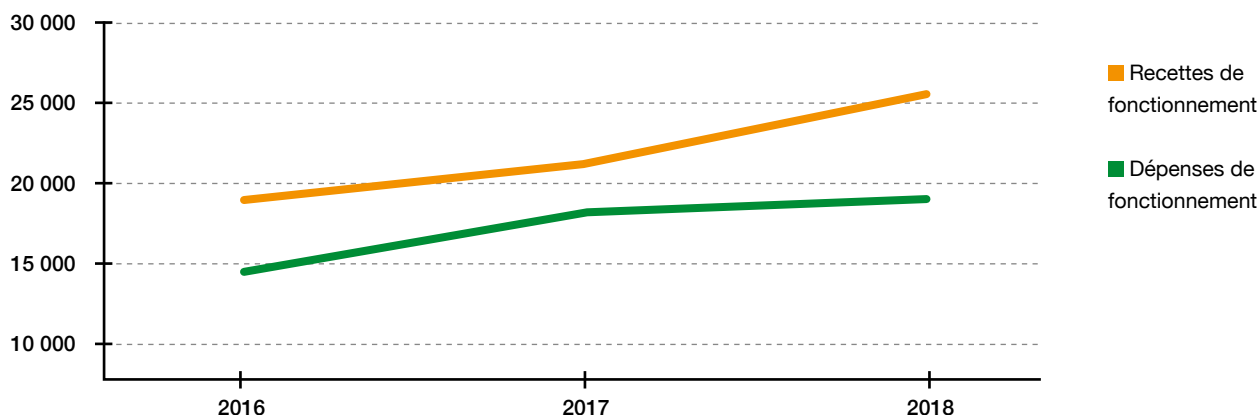
La nouvelle hausse constatée en 2018 est liée à l'intégration dans la DGF des résultats du recensement effectué en 2017 faisant apparaître la forte hausse de la population :

| K€                    | 2013     | 2014     | 2015       | 2016         | 2017         | 2018         |
|-----------------------|----------|----------|------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>DI<sup>2</sup></b> | 0        | 0        | 282        | 4 962        | 6 647        | 9 427        |
| <b>DC<sup>3</sup></b> | 0        | 0        | 0          | 0            | 0            | 0            |
| <b>DGF totale</b>     | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>282</b> | <b>4 962</b> | <b>6 647</b> | <b>9 427</b> |

<sup>2</sup>DI : dotation d'intercommunalité, <sup>3</sup>DC : dotation de compensation



## EPCI DE MAYOTTE : DÉPENSES ET RECETTES DE FONCTIONNEMENT (K€)



### 1.3 Augmentation de l'épargne brute

Compte tenu d'une augmentation des recettes supérieure à celle des dépenses, l'épargne brute augmente en 2018 :

| K€               | Epargne brute (CAF) |
|------------------|---------------------|
| <b>2016</b>      | 4 527               |
| <b>2017</b>      | 2 876               |
| <b>2018</b>      | 6 321               |
| <b>2018/2016</b> | <b>39,6 %</b>       |

## 2. Section d'investissement

### 2.1 Démarrage des dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sont constituées de dépenses d'équipement. Le niveau de dépenses qui passe ainsi de 0,9M€ à 3,8 M€ en 2018 reflète le démarrage de l'activité.

| K€  | 2016 | 2017  | 2018  | 2018/2016 |
|---|------|-------|-------|-----------|
| <b>Dépenses d'investissement hors remboursement</b> | 953  | 3 028 | 3 887 | 307,9 %   |
| <i>dont dépenses d'équipement</i>                   | 953  | 3 028 | 3 887 | 307,9 %   |

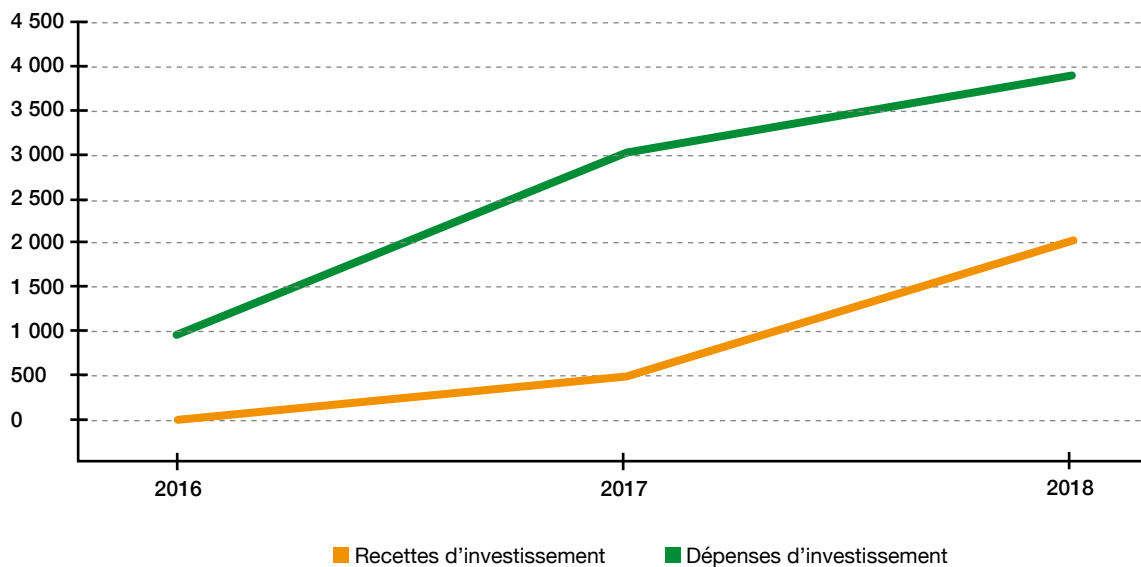
### 2.2 Démarrage des recettes d'investissement

Les recettes d'investissement sont très peu élevées en 2016 et 2017 en lien avec la création

récente de la plupart des EPCI en 2015. 2018 est marquée par une montée en charge des recettes qui passent à 2 M€ en raison du premier flux d'emprunt de 1,5 M€ :

| K€   | 2016 | 2017 | 2018  |
|--|------|------|-------|
| <b>Recettes réelles d'investissement</b>                             | 93   | 494  | 2 021 |
| <b>Recettes d'investissement hors emprunts</b>                       | 93   | 494  | 521   |
| <i>dont FCTVA</i>  | 0    | 2    | 76    |
| <i>dont autres dotations et subventions</i>                          | 93   | 491  | 445   |
| <i>dont autres recettes réelles d'investissement (hors emprunts)</i> | 0    | 0    | 0     |
| <b>Emprunts souscrits</b>  | 0    | 0    | 1 500 |

## EPCI DE MAYOTTE : DÉPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT (K€)



### 3. Endettement

L'encours de dette total est faible et se résume aux flux d'emprunt 2018, soit 1,5 M€ ce qui représente 4 mois d'épargne brute environ.

#### SYNTHESE

**Les budgets des EPCI de Mayotte ont été mis en place pour la plupart en 2015. L'analyse des comptes reflète cette création récente avec notamment en 2018, le démarrage des investissements et de la mobilisation de l'emprunt.**

# Communes et intercommunalités de La Réunion

## Organisation administrative : 24 communes et 5 EPCI à fiscalité propre

La Réunion compte 24 communes et 5 communautés d'agglomération.

## Une population en hausse

La population de la Réunion compte 850 727 habitants, soit 40 % de la population ultramarine et 1,2 % de la population française.

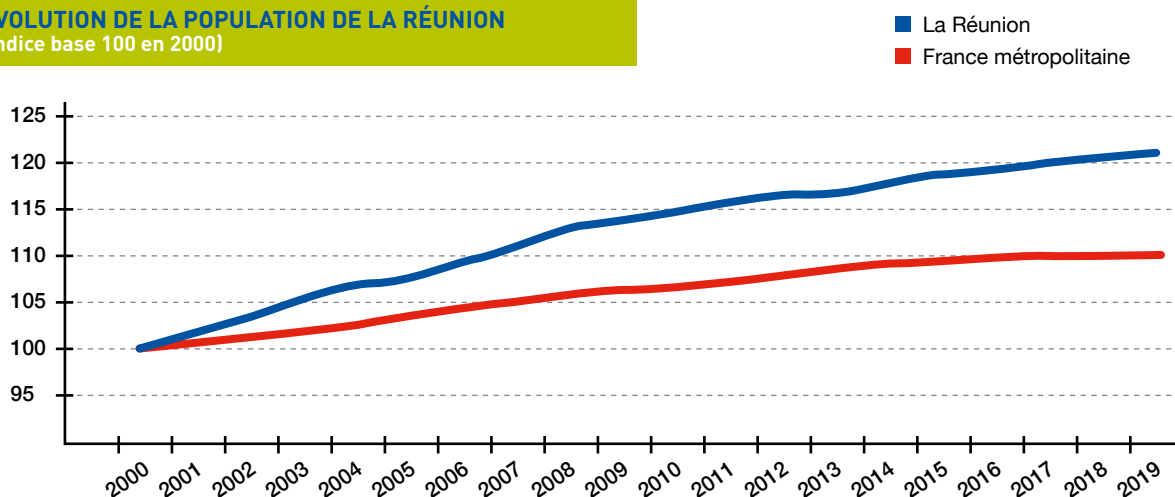
La population est en hausse de 3,6 % par rapport à 2013.

A noter la forte densité de population de 340 habitants au km<sup>2</sup>, soit un niveau 3,2 fois plus élevé que la densité France entière.

| 2018  | Réunion | Outre-mer | France     |
|---|---------|-----------|------------|
| Population  | 850 727 | 2 145 977 | 66 446 798 |
| Taux de croissance de la population entre 2013 et 2018 (en %)                     | +3,6    | +5,5      | +2,5       |
| Superficie (en km <sup>2</sup> )  | 2 504   | 89 168    | 633 109    |
| Densité (en habitants / km <sup>2</sup> )   | 340     | 24        | 105        |
| Nombre de communes au 1 <sup>er</sup> janvier 2018                                | 24      | 24        | 105        |
| Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants (en %) | 94,8    | 84,9      | 50,0       |
| Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines (en %)               | 87,5    | 83,4      | 82,9       |

Source : DGCL

## ÉVOLUTION DE LA POPULATION DE LA RÉUNION (Indice base 100 en 2000)



Source : INSEE

## Un PIB par habitant très faible

Le taux de chômage est très élevé à 22,4 %. Le PIB par habitant à 21 K€ est inférieur de 46 % au PIB par habitant France entière.

| 2018  | Réunion | Outre-mer | France    |
|---|---------|-----------|-----------|
| Part de la population de moins de 20 ans (en %) | 31,2    | 33,1      | 24,4      |
| Part de la population de 60 ans et plus (en %)  | 16,9    | 17,6      | 25,6      |
| Taux d'activité des 15-64 ans (en %)            | 69,7    | n.d.      | 73,5      |
| Taux de chômage (en %)                          | 22,4    | n.d.      | 10,1      |
| PIB régionaux (En millions d'euros)             | 17 997  | 41 692    | 2 194 200 |
| PIB régionaux (En euros / habitant)             | 21 090  | 19 591    | 32 967    |
| PIB régionaux (En euros / emploi)               | 63 966  | 65 074    | 79 773    |

Source : DGCL

# A

## COMMUNES DE LA RÉUNION

### Compte de gestion 2016, 2017 et 2018

## 1. Section de fonctionnement

### 1.1 Une croissance modérée des dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses de personnel représentent plus de 66 % des dépenses de fonctionnement (contre 55,6 % pour les communes au niveau national). Elles augmentent de façon modérée (+3,9 % entre 2016 et 2018) en raison notamment d'une stagnation de leur évolution en 2018 (+0,5 %). Cette évolution reste liée à la mise en place des dispositifs concernant la double augmentation du point d'indice

et la mise en place du Parcours professionnel, carrières et rémunérations (PPCR).

Si l'on tient compte de l'ensemble des communes et EPCI de la Réunion, les frais de personnel du bloc communal de la Réunion représentent 54% des dépenses réelles de fonctionnement soit une proportion comparable au niveau national (50,5 %).

| K€  | 2016      | 2017      | 2018      | 2018/2016 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement</b> | 1 083 964 | 1 094 602 | 1 093 475 | 0,9 %     |
| <i>dont achats et charges externes</i>    | 174 481   | 175 258   | 178 193   | 2,1 %     |
| <i>dont frais de personnel</i>            | 694 975   | 718 653   | 722 412   | 3,9 %     |
| <i>dont charges financières</i>           | 24 305    | 22 739    | 22 577    | -7,1 %    |

## 1.2 Augmentation des recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement sont composées pour l'essentiel de l'octroi de mer, des recettes de taxes foncières et de taxe d'habitation et de la DGF. En 2018, elles se sont élevées à 1 204 M€ dont 27 % au titre de l'octroi de mer, 33 % au titre des taxes foncières et de la taxe d'habitation et 14 % au titre de la DGF.

| K€  | 2016      | 2017      | 2018      | 2018/2016 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Recettes réelles de fonctionnement</b> | 1 169 408 | 1 187 165 | 1 204 047 | 3,0 %     |
| <i>dont impôts et taxes</i>               | 838 079   | 859 450   | 883 001   | 5,4 %     |
| <i>dont concours de l'Etat</i>            | 181 936   | 182 263   | 188 956   | 3,9 %     |

**Le produit de l'octroi de mer** représente 36,1 % des recettes fiscales<sup>1</sup>. Le produit de la taxe enregistre ainsi une hausse continue de 2016 à 2018.

| K€               | Produit de l'octroi de mer |
|------------------|----------------------------|
| <b>2016</b>      | 303 881                    |
| <b>2017</b>      | 310 871                    |
| <b>2018</b>      | 318 612                    |
| <b>2018/2016</b> | <b>5 %</b>                 |

| K€               | TF & TH      |
|------------------|--------------|
| <b>2016</b>      | 363 847      |
| <b>2017</b>      | 378 701      |
| <b>2018</b>      | 390 515      |
| <b>2018/2016</b> | <b>7,3 %</b> |

**Le produit de la fiscalité sur les taxes foncières (TF) et d'habitation (TH)** augmente de façon continue. Toutefois, la qualité des bases fiscales reste inférieure à celles de la métropole et doit être améliorée. Il convient cependant de rappeler que le recensement des bases fiscales et leur bonne tenue ainsi que le recouvrement des impôts directs locaux relèvent de l'entière responsabilité de l'Etat.

**La DGF** des communes de La Réunion a baissé de 32 M€ entre 2013 et 2017 (-16,7 %) avant de repartir à la hausse en 2018 (+4,7 M€). Jusqu'en 2017, cette baisse s'explique notamment par le poids de la contribution au redressement des finances publiques (CRFP) prélevée sur la dotation forfaitaire.

Si la DACOM<sup>2</sup> a augmenté chaque année sur cette période, la hausse n'a cependant pas compensé la baisse de la dotation forfaitaire. En effet, la répartition des augmentations de la DACOM n'est pas ciblée prioritairement sur les communes les

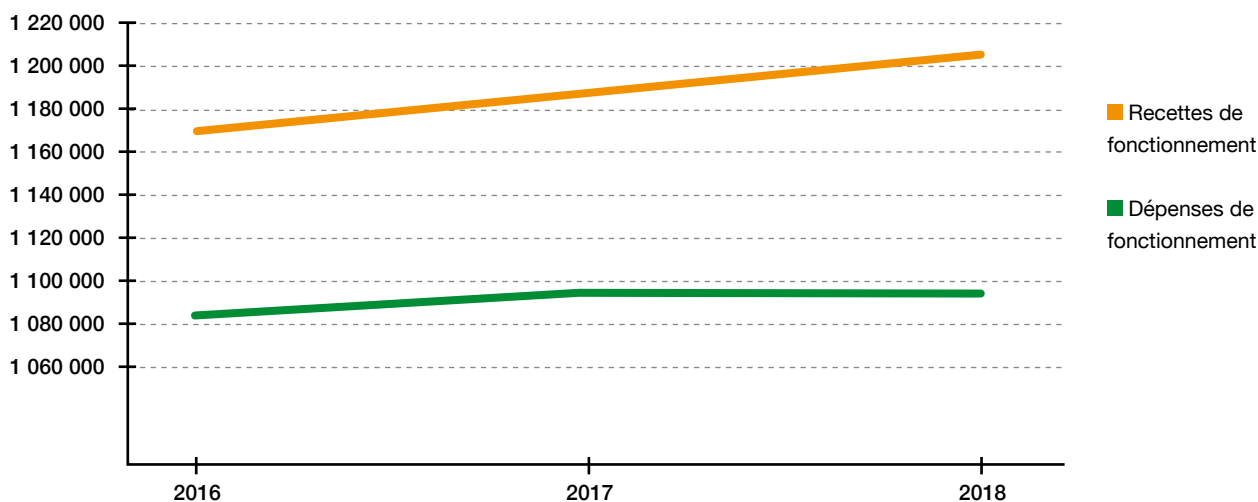
plus en difficulté, contrairement à la DSU<sup>3</sup> et la DSR mais sur l'ensemble des communes. A noter que même si la loi de finances pour 2016 permet de déduire dès 2016 l'octroi de mer de l'assiette de calcul de la CRFP, cette disposition génère certes un moindre prélèvement mais ne permet pas d'éviter une baisse globale importante.

En 2018, avec l'arrêt de la baisse des dotations, la DGF augmente à nouveau, sous l'effet d'une légère hausse de la dotation forfaitaire, liée au dynamisme de la population, et de la poursuite de la progression de la DACOM.

| K€                    | 2013           | 2014<br>-<br>2013 | 2014           | 2015<br>-<br>2014 | 2015           | 2016<br>-<br>2015 | 2016           | 2017<br>-<br>2016 | 2017           | 2018<br>-<br>2017 | 2018           | 2018<br>-<br>2013 |
|-----------------------|----------------|-------------------|----------------|-------------------|----------------|-------------------|----------------|-------------------|----------------|-------------------|----------------|-------------------|
| <b>DF<sup>4</sup></b> | 139 640        | -7 115            | 132 525        | -19 971           | 112 554        | -16 184           | 96 370         | -58 734           | 88 905         | 855               | 89 760         | -49 880           |
| <b>DACOM</b>          | 52 800         | 1 996             | 54 796         | 5 149             | 59 945         | 4 704             | 64 649         | 18 541            | 71 341         | 3 871             | 75 212         | 22 412            |
| <b>DGF</b>            | <b>192 440</b> | <b>-5 119</b>     | <b>187 321</b> | <b>-14 821</b>    | <b>172 500</b> | <b>-11 481</b>    | <b>161 019</b> | <b>-32 193</b>    | <b>160 247</b> | <b>4 725</b>      | <b>164 972</b> | <b>-27 468</b>    |

<sup>1</sup>Source : Rapport de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locale 2018. <sup>2</sup>DACOM : Dotation d'aménagement des communes et circonscriptions d'outre-mer. <sup>3</sup>DSU : dotation de solidarité urbaine. <sup>4</sup>DF : dotation forfaitaire

## COMMUNES DE LA RÉUNION : DÉPENSES ET RECETTES DE FONCTIONNEMENT (K€)



### 1.3 Augmentation de l'épargne brute malgré la baisse des dotations

L'augmentation des recettes de fonctionnement (+3 % de 2016 à 2018) étant supérieure à l'augmentation des dépenses (+0,9 %), l'épargne brute augmente régulièrement de plus de 25 M€ entre 2016 et 2018 de la façon suivante :

| K€               | Epargne brute (CAF) |
|------------------|---------------------|
| <b>2016</b>      | 85 444              |
| <b>2017</b>      | 92 563              |
| <b>2018</b>      | 110 571             |
| <b>2018/2016</b> | <b>29,4 %</b>       |

## 2. Section d'investissement

### 2.1 Des recettes d'investissement en hausse

Les dotations et subventions d'investissement représentent 62 % des recettes d'investissement (47 % au niveau national).

Les recettes d'investissement enregistrent

globalement une hausse de 1,7 % entre 2016 et 2018 en raison notamment à l'augmentation des dotations et subventions.

A noter la baisse de 8 % du FCTVA.

| K€   | 2016    | 2017    | 2018    | 2018/2016 |
|--|---------|---------|---------|-----------|
| <b>Recettes d'investissement hors emprunts</b>                       | 165 829 | 135 215 | 168 632 | 1,7 %     |
| <i>dont FCTVA</i>  | 34 555  | 29 717  | 31 801  | -8,0 %    |
| <i>dont autres dotations et subventions</i>                          | 97 280  | 84 595  | 104 718 | 7,6 %     |
| <i>dont autres recettes réelles d'investissement (hors emprunts)</i> | 33 993  | 20 902  | 32 112  | -5,5 %    |

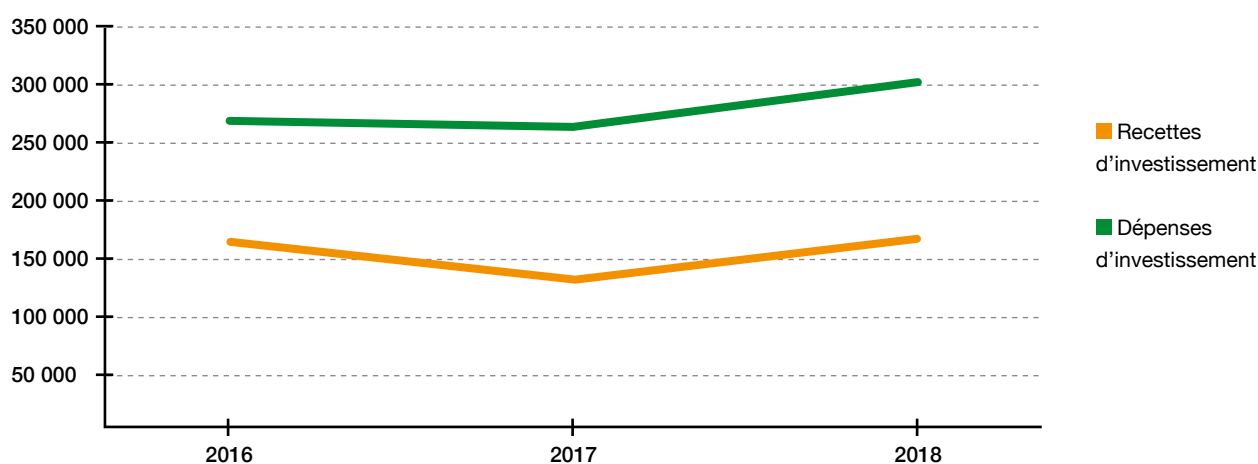
### 2.2 Hausse des dépenses d'investissement

Les dépenses d'équipement représentent 90 % des dépenses d'investissement, soit un niveau égal au niveau national. Elles augmentent de 12,1 % entre 2016 et 2018 en lien avec l'évolution

de la capacité d'autofinancement (épargne brute). Cette augmentation provient du dynamisme des dépenses d'équipement.

| K€  | 2016    | 2017    | 2018    | 2018/2016 |
|---|---------|---------|---------|-----------|
| <b>Dépenses d'investissement hors remboursement</b>                       | 269 852 | 265 238 | 302 581 | 12,1 %    |
| <i>dont dépenses d'équipement</i>   | 228 712 | 230 691 | 273 118 | 19,4 %    |
| <i>dont subventions d'équipement versées</i>                              | 19 244  | 16 352  | 17 457  | -9,3 %    |
| <i>dont autres dépenses réelles d'investissement (hors remboursement)</i> | 21 895  | 18 193  | 12 005  | -45,2 %   |

#### COMMUNES DE LA RÉUNION : DÉPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT (K€)



### 2.3 Endettement

De 2016 à 2018, l'encours de dette évolue en lien avec l'augmentation des dépenses d'investissement.

L'endettement augmente mais la capacité de désendettement qui s'élève à 7,9 ans, reste loin du seuil d'alerte (12 ans).

| K€               | Encours total de la dette au 31 décembre |
|------------------|--|
| <b>2016</b>      | 835 911                                  |
| <b>2018</b>      | 882 764                                  |
| <b>2018/2016</b> | <b>5,6 %</b>                             |

## SYNTHESE

La situation financière d'ensemble des communes de la Réunion reste équilibrée avec notamment :

- une épargne brute en hausse,
- un endettement élevé, la capacité de désendettement s'élève à 7,9 ans contre 5,3 ans au niveau national. La capacité de désendettement des communes de la Réunion reste cependant éloignée du seuil d'alerte (12 ans).

# INTERCOMMUNALITÉS DE LA RÉUNION

## Compte de gestion 2016, 2017 et 2018

La Réunion compte au total 15 groupements de collectivités dont 10 syndicats, et 5 communautés d'agglomération (CA). L'analyse porte sur les 5 CA.

### 1. Section de fonctionnement

#### 1.1 Des dépenses de fonctionnement en baisse

Les dépenses de fonctionnement sont en baisse de 0,7 % de 2016 à 2018 en raison notamment de la baisse des frais de personnel de 1,3 % entre 2016 et 2018.

Les frais de personnel représentent 20,7 % des dépenses de fonctionnement, soit un niveau inférieur au pourcentage France entière qui s'élève à 37,4 %.

| K€  | 2016    | 2017    | 2018    | 2018/2016 |
|---|---------|---------|---------|-----------|
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement</b> | 395 395 | 394 690 | 392 754 | -0,7 %    |
| <i>dont achats et charges externes</i>    | 226 502 | 229 563 | 226 434 | 0,0 %     |
| <i>dont frais de personnel</i>            | 82 259  | 84 150  | 81 199  | -1,3 %    |
| <i>dont charges financières</i>           | 7 580   | 7 473   | 6 651   | -12,2 %   |

#### 1.2 Des recettes de fonctionnement en hausse

C'est notamment la hausse du produit de la fiscalité qui contribue à la hausse des recettes réelles de fonctionnement.

| K€  | 2016    | 2017    | 2018    | 2018/2016 |
|---|---------|---------|---------|-----------|
| <b>Recettes réelles de fonctionnement</b> | 432 699 | 455 313 | 455 071 | 5,2 %     |
| <i>dont impôts et taxes</i>               | 311 420 | 338 184 | 348 181 | 11,8 %    |
| <i>dont concours de l'Etat</i>            | 85 281  | 81 226  | 78 419  | -8,0 %    |

**Le produit des taxes foncières (TF) et d'habitation (TH)** représente 26,5 % des recettes de fonctionnement. Le produit de ces taxes est en hausse.

| K€               | TF & TH      |
|------------------|--------------|
| <b>2016</b>      | 110 078      |
| <b>2017</b>      | 116 902      |
| <b>2018</b>      | 120 724      |
| <b>2018/2016</b> | <b>9,7 %</b> |

**La cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE)** assure 7 % de recettes fiscales. Son produit est aussi en hausse sur la période 2016/2018.

| K€               | CVAE          |
|------------------|---------------|
| <b>2016</b>      | 24 882        |
| <b>2017</b>      | 26 417        |
| <b>2018</b>      | 27 848        |
| <b>2018/2016</b> | <b>11,9 %</b> |

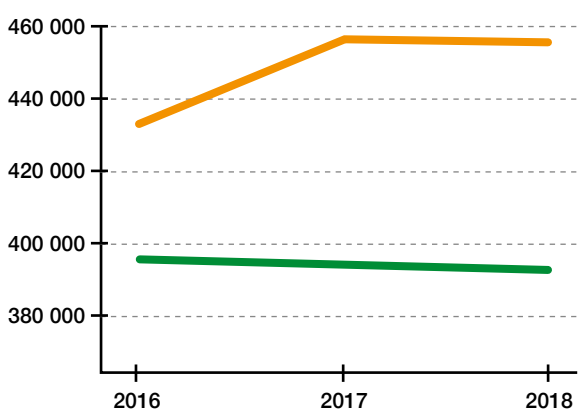


La DGF a été réduite de 32 M€ depuis 2013 et représente 9 % des recettes de fonctionnement des EPCI. Les EPCI de la Réunion ont été soumis à la contribution au redressement des comptes publics (CRFP) de 2014 à 2017, ce qui explique la diminution continue de la DGF sur cette période. Par ailleurs, la baisse s'explique aussi par l'écrêtement annuel appliqué à la dotation de compensation (DC) pour financer la hausse de la péréquation nationale et les évolutions de la carte intercommunale.

En 2018, malgré l'arrêt de la baisse des dotations, la diminution se poursuit, mais à un rythme plus faible. Cette diminution est liée à l'écrêtement annuel appliqué à la DC et aux contraintes inhérentes à la répartition d'une enveloppe fermée.

| K€                | 2013          | 2014<br>-<br>2013 | 2014          | 2015<br>-<br>2014 | 2015          | 2016<br>-<br>2015 | 2016          | 2017<br>-<br>2016 | 2017          | 2018<br>-<br>2017 | 2018          | 2018<br>-<br>2013 |
|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|
| DI <sup>5</sup>   | 46 841        | -4 055            | 42 786        | -9 885            | 32 901        | -11 885           | 21 016        | -2 940            | 18 076        | -1 086            | 16 990        | -29 851           |
| DC <sup>6</sup>   | 23 744        | -258              | 23 486        | -512              | 22 974        | -445              | 22 529        | -626              | 21 903        | -458              | 21 445        | -2 299            |
| <b>DGF totale</b> | <b>70 585</b> | <b>-4 313</b>     | <b>66 272</b> | <b>-10 397</b>    | <b>55 875</b> | <b>-12 330</b>    | <b>43 545</b> | <b>-3 566</b>     | <b>39 979</b> | <b>-1 544</b>     | <b>38 435</b> | <b>-32 150</b>    |

### EPCI DE LA RÉUNION : DÉPENSES ET RECETTES DE FONCTIONNEMENT (K€)



■ Recettes de fonctionnement ■ Dépenses de fonctionnement

### 1.3 Augmentation de l'épargne brute

Compte tenu d'une augmentation des recettes réelles de fonctionnement de 5,2 % et de la baisse des dépenses de 0,7 %, l'épargne brute augmente sur la période 2016/2018 de la façon suivante :

| K€               | Epargne brute (CAF) |
|------------------|---------------------|
| 2016             | 37 304              |
| 2017             | 60 623              |
| 2018             | 62 317              |
| <b>2018/2016</b> | <b>67,1 %</b>       |

## 2. Section d'investissement

### 2.1 Recettes réelles d'investissement en baisse

Les recettes réelles d'investissement hors emprunt sont en baisse.

Si le total des recettes d'investissement se maintient c'est grâce à une hausse de l'emprunt. Toutefois, cette hausse comptable de l'emprunt correspond à un refinancement de la dette puisque, au total, l'encours de dette reste stable (voir *infra* sur l'endettement).

| K€   | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|--|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Recettes réelles d'investissement</b>                             | 73 787 | 46 509 | 76 309 | 3,4 %     |
| <b>Recettes d'investissement hors emprunts</b>                       | 51 784 | 24 865 | 30 175 | -41,7 %   |
| <i>dont FCTVA</i>  | 15 818 | 9 046  | 8 858  | -44,0 %   |
| <i>dont autres dotations et subventions</i>                          | 24 168 | 11 735 | 14 599 | -39,6 %   |
| <i>dont autres recettes réelles d'investissement (hors emprunts)</i> | 11 797 | 4 084  | 6 718  | -43,1 %   |
| <b>Emprunts souscrits</b>  | 22 002 | 21 643 | 46 134 | 109,7 %   |

<sup>5</sup>DI : dotation d'intercommunalité, <sup>6</sup>DC : dotation de compensation

## 2.2 Endettement

L'encours de dette total reste maîtrisé et stagne entre 2016 et 2018.

En outre la capacité de désendettement est à 4,7 ans, soit un montant comparable à la capacité de désendettement des EPCI au niveau national (4,4 ans).

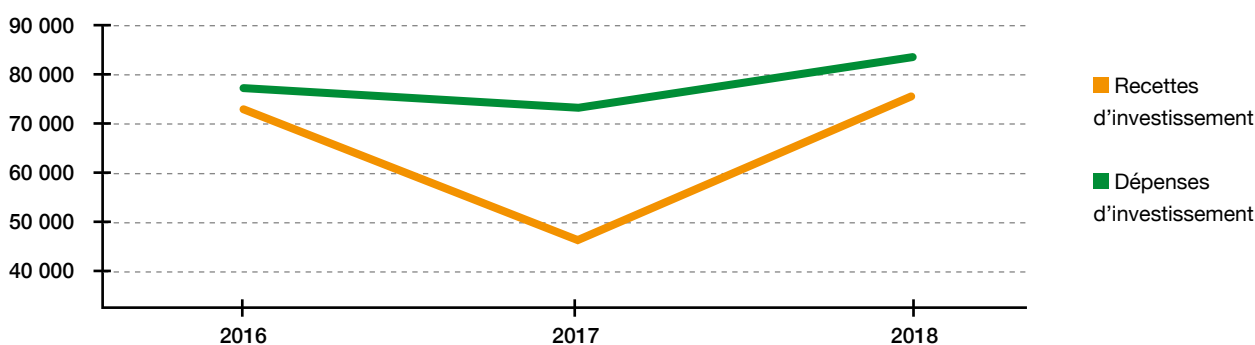
| K€               | Encours total de la dette au 31 décembre |
|------------------|--|
| <b>2016</b>      | 289 942                                  |
| <b>2018</b>      | 292 030                                  |
| <b>2018/2016</b> | <b>0,7 %</b>                             |

## 3. Croissance des dépenses d'investissement

Les dépenses d'équipement représentent 83 % des dépenses d'investissement, soit une proportion supérieure au niveau national (72,8 %). Les dépenses d'équipement ont augmenté de 8 % entre 2016 et 2018 en lien avec la hausse de la capacité d'autofinancement.

| K€  | 2016   | 2017   | 2018   | 2018/2016 |
|---|--------|--------|--------|-----------|
| <b>Dépenses d'investissement hors remboursement</b>                       | 77 867 | 73 810 | 84 089 | 8,0 %     |
| <i>dont dépenses d'équipement</i>   | 63 062 | 57 066 | 70 036 | 11,1 %    |
| <i>dont subventions d'équipement versées</i>                              | 5 742  | 10 091 | 9 434  | 64,3 %    |
| <i>dont autres dépenses réelles d'investissement (hors remboursement)</i> | 9 062  | 6 653  | 4 618  | -49,0 %   |

### EPCI DE LA RÉUNION : DÉPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT (K€)



## SYNTHESE

Les budgets des EPCI de la Réunion restent en situation équilibrée avec :

- une évolution des recettes de fonctionnement liée au dynamisme de la fiscalité locale supérieure aux dépenses,
- des dépenses d'équipement en augmentation tandis que l'endettement reste modéré
- une bonne capacité de désendettement.





# ANALYSE DES COMPTES DE GESTION DES COMMUNES

## ET EPCI de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et La Réunion

Les compétences du quotidien sont en grande partie exercées par les collectivités. Pour améliorer la connaissance sur la situation financière des communes et intercommunalités à fiscalité propre de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte et de la Réunion, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité a réalisé dans une première édition des analyses financières rétrospectives sur trois ans de 2016 à 2018. Ces analyses ont été réalisées sur la base des comptes de gestion des communes d'une part et de leurs intercommunalités d'autre part.

Elles s'inscrivent dans un contexte propre à leur environnement institutionnel et socio-économique.

